



COURANT  
★  
ALTERNATIF

# courant ★ alternatif

- ▶ DOSSIER GILETS JAUNES
- MOBILISATION GÉNÉRALE
- ▶ CONTRE LE G7 DE BIARRITZ:
- ▶ LIBYE: MACRON JOUE HAFTAR

Mensuel anarchiste communiste N°291 Juin 2019 3 €

## ***GILETS JAUNES: AU-DELÀ...***



Reims, samedi 18 mai:  
ce n'est pas le Fouquet's mais ce n'est qu'un début!

## ***DES SYNDICATS ET DES PARTIS!***



## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Nantes comme la maquette La commission journal de l'été aura lieu aux rencontres de l'OCL

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- o 10 numéros + hors séries 30 euros
- o Sans les hors séries 25 euros
- o Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- o En soutien + de 30 euros
- o À l'essai (3 numéros) 5 euros
- o Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL égégore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

## CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

### AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

### BRETAGNE

oclnantes@free.fr

### CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o égégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

### MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31 400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

### NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex  
lamouette.enragee@wanadoo.fr

• Lille : oclille@gmail.com

### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

### PERIGORD/QUERCY

ocl2446@yahoo.fr

### POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

### RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif"  
c/o Maison del'écologie  
4 rue Bodin 69001 Lyon  
ocl-lyon@laposte.net  
• Valence :  
ocl-valence@riseup.net

### CONTACTS

Figeac, passer par  
oclibertaire@hotmail.com

## SOMMAIRE



ÉDITO ► PAGE 3

### DOSSIER GILETS JAUNES

► PAGE 4 À 13 Noisy, Reims, Poitiers, Nantes, Limoges, Allier, Lyon, Boulogne

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

► PAGE 14 ZAD NDDL: résistances, rencontres, actions au programme!

### G7

► PAGE 15 À 17 Le G7 et son monde mortifère, ni à Biarritz, ni ailleurs!

### RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY DU 16 AU 23 JUILLET

► PAGE 18 À 19 Programme

### INTERNATIONAL: PALESTINE

► PAGE 20 À 22 Antisémitisme, antisionisme:

la confusion entretenue (suite et fin)

### VERTEMENT ÉCOLO

► PAGE 23

**BIG BROTHER** ► PAGE 24,25

**QUI SOMMES-NOUS?** ► PAGE 26

### INTERNATIONAL: LIBYE

► PAGE 27 À 30 Lybie, entre mosquée et caserne (1ere partie)

► PAGE 30 Daniel St-James, un parcours.

### NOTRE MÉMOIRE

► PAGE 31 À 32 Texte de Daniel St-James sur les crises du capital

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore  
BP 81213- 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
juin 2019  
Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé

# Avis de tempêtes...

**E**n quoi le résultat des élections européennes jouera-t-il sur le mouvement social en cours? Va-t-il le renforcer, l'éteindre, ou plus probablement l'indifférer. Dans un premier temps, le mouvement qui s'amenuise sous la répression et la fatigue est suffisamment fort pour continuer d'éloigner ses participant-e-s d'une option électorale: pas de candidat-e-s dans les cortèges, trop portés sur la confrontation (voir notre dossier « gilets jaunes » et la manifestation rémoise...). Et les Gilets Jaunes sont partants pour venir à Biarritz au mois d'août faire la fête à Macron (voir l'article sur la mobilisation au Pays Basque).

Pour l'extrême-droite en quête d'honorabilité, qui est moins intervenue par exemple que la France Insoumise en faveur des Gilets Jaunes, la leçon est mémorable: l'électeur fuit le tumulte et le mouvement. Le parti du leader maximo Mélenchon, admirateur du leader jaune Drouet, se rabougrit au niveau des 6 % du PS. Wauquiez, qui draguait à sa droite et avait un temps enfilé le gilet jaune pour ensuite le nier, dévisse à 8 % siphonné par En Marche et le Rassemblement. Les politicards qui pensaient surfer sur la vague jaune pour faire leur beurre s'y sont perdus.

Le mouvement Gilets Jaunes est une réaction à l'évolution du capitalisme qui bouleverse les modes de production, de salariat et de régulation sociale (syndicats, partis), en concentrant les bénéfices restants, de plus en plus volatils. On peut ainsi encore égrener les usines promises à la casse ces derniers mois: Ascoval, Ford Blanquefort, Alstom Belfort, Arjowiggins... Et même des mastodontes comme la SNCF ou EDF sont en voie d'être désossés pour une privatisation des tranches les plus juteuses, sans que par exemple les cheminots pourtant victorieux dans des conflits comme en 95, semblent pouvoir aujourd'hui contrer cette braderie géante, où l'on privatise les bénéfices et on nationalise les pertes... Les formations politiques traditionnelles de droite et de gauche, enracinées dans des milieux sociaux plutôt stables jusqu'ici, semblent incapables de suivre le bouleversement des conditions d'existence en cours, de plus en plus rapide à l'image des flux: humains, marchandises, capitaux.

La situation internationale est en miroir. La Grande Bretagne si conservatrice voit le parti conservateur... s'écrouler, et au risque de la sécession de l'Ecosse choisit de plébisciter Farage, partisan droitier du Brexit, à 30 %. L'extrême-droite européenne, malgré le scandale autrichien d'un FPÖ pris en flagrant délit de corruption, perce en Espagne, caracole en Italie, progresse en Allemagne, mais bute aux Pays-Bas. Les scènes politiciennes de chaque pays subissent les contrecoups de l'économie européenne, prise dans les tensions économiques mondiales actuelles où le leadership américain est nettement battu en brèche par la Chine (déjà passée à la téléphonie 5G! Une insulte à la Silicon Valley et Wall Street!). Depuis longtemps, les signes avant-coureurs d'un basculement du centre de gravité économique mondial s'accumulaient. Tant que c'étaient le Japon ou la Corée... Mais la Chine! Et les Chinois ne voient pas pourquoi ils continueraient à trimer pour maintenir notre niveau de consommation. Les rivalités militaires sont

au rendez-vous et peu à peu de nouveaux foyers s'embrasent au Sahel, en Libye (voir l'article dans ce numéro), Iran, Cachemire... Proche Orient, en attendant la Corée ou l'Amérique Latine.

Dans ce maelström mondial, il faut maintenir le cap des réformes, ou au moins le prétendre! Voici la première réaction de Macron aux résultats électoraux. Il est vrai que pour les présidentielles de 2022 dans trois ans, Le Pen semble la seule en mesure de rester au second tour face à lui et pour le moment à sa portée.. Mais rien n'est jamais sûr, comme l'actualité récente le démontre. Pour le moment, les poussées électorales vers l'extrême-droite constatées dans de nombreux pays ne se sont pas traduites en France par une croissance notable du socle du RN. C'est dans la rue, dans des mouvements plutôt égalitaires et contre les fonctionnements verticaux que la population se reconnaît, à défaut d'y participer (voir les gilets jaunes à Lyon dans notre dossier, face aux activistes d'extrême-droite).

Dans ces élections européennes Macron a classiquement utilisé l'extrême-droite comme épouvantail pour rallier la population à son parti (explication possible du rebond de la participation de 10 %, mais difficile de tomber sous les 40 % de 2014 ; plus probablement le regain d'intérêt pour la politique avec les gilets jaunes, le grand débat, les cahiers de doléance...) mais il ne pouvait pas éluder deux choses:

- D'abord l'autorité brutale et hautaine, avec laquelle son gouvernement répond depuis plus de six mois à un mouvement inédit de classes sociales menacées par sa politique économique ; cette autorité n'a pas grand chose à envier à des partis en filiation directe avec des dictatures, comme le PP espagnol ou la Ligue italienne. Inutile d'énoncer l'escalade de toutes les pratiques policières et judiciaires autoritaires qui réduisent l'état de droit à un torchon au nom de l'anti terrorisme ou du commerce.

- Ensuite l'acharnement souriant et décomplexé à favoriser les très riches et à réduire le salaire différé (voir la liste de ces mesures p. 13 de ce numéro) des plus modestes ou des classes moyennes, quelques soient les mobilisations populaires ou les scandales financiers révélés en chaîne (Goshn, Balkany, Bygmalion,...) alliés au ruissellement d'un pognon de dingue pour une église ou une lubie quelconque de milliardaire. Cet acharnement n'est peut-être que l'aveuglement de cette classe de hauts fonctionnaires qui se repassent les plats - et les places - des ministères au gré des aléas politiques et des pantoufles dans les conseils d'administration de multinationales. Mais ce tropisme d'énarque est devenu insupportable, comme un crachat à la gueule... Et ce n'est pas le patron du Fouquet's qui dira le contraire.

En politique électorale mieux vaut l'original que la copie. Le Rassemblement National, à l'inverse des Marcheurs, promet au moins un peu de convivialité et de solidarité tricolore, dans l'ordre et le respect de la propriété privée bien sûr. Le vote RN a eu le mérite de souffleter Macron. Alors que les gilets jaunes, eux, aimeraient plutôt aller le chercher chez lui, en chantant.

Nantes, le 26/05/19.



## Gilets Jaunes

# Le mouvement des gilets jaunes à Noisy-le-Sec (93)

Le groupe de gilets jaunes de Noisy-le-Sec s'est formé fin novembre - au départ en agrégeant quelques contacts militants ou établis lors des Nuits debout locales -, faisant fi de la méfiance que la gauche et l'extrême gauche manifestaient encore majoritairement envers les GJ dans les premiers temps.

### Sur le terrain

Notre présence avec gilets et banderoles à un gros carrefour nous a attiré au total une trentaine de personnes, mais qui ne sont pas restées au-delà des premiers moments d'agitation. Un noyau dur s'est cependant constitué, composé d'une part de militants souvent retraités - un vert sorti du rang, deux ans et plusieurs FI -, d'autre part de plus jeunes rencontrés lors des points fixes que nous tenons deux à trois fois par semaine à la porte des supermarchés et du marché.

Chacun a évidemment apporté avec lui son bagage d'expériences et sa propre culture politique, ce qui s'est traduit notamment par une longue liste de revendications où, à côté des revendications plus classiques du mouvement, en apparaissent d'autres plus spécifiques à la région parisienne, ou encore l'arrêt du nucléaire et du programme Linky.

### Un soutien massif...Mais...

Notre présence aux points fixes a permis d'engager de multiples discussions, faisant apparaître un soutien massif de la population locale - même si bientôt les réticences concernant la "violence" supposée des GJ se sont mises à fleurir, nous obligeant à contrer vaillamment le discours médiatique dominant. Soutien massif, oui, mais passif : la plupart des discussions se terminent par ce "bon courage" déjà si souvent octroyé lors nos distributions de tracts sur le Linky. Cette passivité, cette extériorité à l'idée d'engagement de la plupart des Noiséens, notamment de ceux vivant dans les "quartiers", est à l'image de la faible force d'entraînement du mouvement des GJ dans les banlieues populaires, qui s'explique au moins autant par un enfermement dans la gestion absorbante du quotidien que par une forme de repli communautaire maintenant une certaine distance avec un milieu politique perçu comme étranger, car à dominante "blanche".

### Réunions, discussions, agitation

Cette situation, couplée au refus du maire de nous accorder l'usage régulier d'une salle publique qui nous aurait permis, par ces temps glaciaux, d'introduire

une dimension plus conviviale à notre action, nous a transformés de fait en petit groupe se consacrant d'une part à la discussion lors de sa réunion hebdomadaire (dans une petite salle mise à disposition par une commerçante sympathisante), d'autre part à diverses formes d'agitation locale. Outre notre présence tenace aux points fixes toujours accompagnée de tracts circonstanciés et, bien sûr, notre participation régulière aux manifestations parisiennes du samedi - qui de fait entretiennent l'élan du mouvement y compris localement -, nous avons ainsi organisé deux réunions élargies sur la ville. La première, en mars, qui proposait une discussion en petits groupes puis en plénière sur comment faire vivre le mouvement des GJ, a attiré une soixantaine de personnes ; la seconde, en mai, centrée sur le soutien au mouvement de révolte algérien et à laquelle ont participé 35 personnes, dont Nedjib Sidi Moussa, a permis un échange riche d'informations et d'analyses. Notre groupe de GJ a aussi appelé à former un cortège unitaire noiséen au sein de la manif "climat" et organisé un "comité d'accueil" aux huiles de LRM venues répandre leur poison électoral dans une salle noiséenne. En ce sens, il a contribué à l'unité dans l'action et le débat de la gauche locale - même si ce n'était pas a priori le but recherché. L'ensemble de nos initiatives publiques nous a permis de recueillir 150 contacts mail, qui suivent notre activité par le biais de notre liste mail et notre page Facebook.

### Un objectif : s'élargir

En fait notre groupe cherche depuis le début à s'inscrire dans une dynamique GJ élargie d'abord à la Seine-Saint-Denis, puis à la région parisienne. Mais les groupes locaux voisins ont chacun leur histoire, leurs rendez-vous d'action (et leurs querelles) propres, et les trois assemblées de coordination de la région parisienne, promues par le groupe dit "de Rungis", n'ont réussi qu'à faire écho aux dissensions internes au mouvement, portant notamment sur la légalisation ou non des manif parisiennes (les rendez-vous d'action, eux, se concocent en comité restreint...). Nos contacts avec les groupes voisins se poursuivent malgré tout, mais surtout à travers l'inscription individuelle à leurs listes Internet.

Dans la même recherche d'élargissement, nous avons également choisi de participer aux deux "assemblées des assemblées" de Commercy et Saint-Nazaire, et d'en signer les appels (l'inutile et clivant "sortir du capitalisme" en moins). Même si nous sommes rentrés de Saint-Nazaire avec moins d'enthousiasme que de perplexité quant à l'objectif visé et les méthodes adoptées - un point qui reste

encore à discuter entre nous. D'autant que certains proposent une prochaine réunion publique sur le "municipalisme".

### Un climat bienveillant

Mais au-delà de cette activité visible, il y a l'expérience vécue au sein même du groupe. Nous sommes tous attachés au climat bienveillant de nos réunions, où les différences de culture et d'expériences politiques ne sont pas une source d'affrontement mais enrichissent le débat, et qui, pour les plus jeunes d'entre nous, jouent indéniablement un rôle formateur. Nous tenons à ces moments de discussion dans la rue et dans nos réunions publiques, qui à leur manière participent de l'éducation populaire. La recherche collective des moyens d'affronter le système en place en mettant en commun nos colères individuelles donne du sens à nos vies. En ce sens, l'élan apartidaire, de solidarité et bienveillance réciproque venu des lointains ronds-points a trouvé à se concrétiser dans cette banlieue de métropole sous des formes spécifiques, et ne demande qu'à vivre.

G. et N. de Noisy-le-Sec (21 mai 2019)

**1- Pouvoir d'achat :** SMIC à 1800 euros ; augmentation des salaires et des retraites, du point d'indice pour les fonctionnaires et de tous les minima sociaux ; rétablissement de l'ISF ; fin du CICE ; lutte contre l'exil fiscal.

**Réforme du système :** blocage des loyers ; lutte contre le logement indigne et abrogation de la loi ELAN ; R.I.C. : référendum d'initiative citoyenne ; retraite à 60 ans ; abrogation de la réforme de la SNCF ; abrogation de la loi Travail (El Khomri) et de la loi Travail XXL (ordonnances Macron) ; retour du gaz et de l'électricité au service public ; renationalisation des autoroutes.

**Ecologie :** développement de moteurs non polluants ; transports publics gratuits ; arrêt du nucléaire ; isolation des bâtiments et arrêt du programme Linky ; arrêt des pesticides.

**Ecoles, collèges, lycées, universités :** fin de Parcoursup ; non à l'augmentation des frais d'inscription ; non à la réforme des lycées.





# Et une gueule de bois pour la bourgeoisie du centre de Reims!

**Inimaginable! Une grande première! Jamais vu ça à Reims !**

2 000 personnes environ dans une manif où quelques dizaines de vitrines sont brisées, une cabane en bois, destinée à un commerçant dans les promenades en cours de rénovation, brûlée (cf la une de CA), ... Un beau spectacle mais on ignore si la municipalité va faire une cagnotte pour la reconstruire à l'identique !

Le mouvement des gilets jaunes dans notre région s'est toujours limité à quelques ronds-points où il y a eu quelques incidents ayant entraîné tout de même des condamnations à des mois de prison ferme et où la cabane en bois du principal rond-point venait, voici une douzaine de jours, de brûler de nuit. Quelques manifs tranquilles, tout au plus 750 personnes en comptant les motards en colère. Les gilets jaunes rémois n'ont jamais eu de réunions collectives afin d'organiser leur révolte. Tout se passe par Facebook et des réseaux affinitaires et familiaux. A quelques exceptions près (et encore) aucune présence militante sur les rond-points mais des dizaines de personnes prolétaires dans la galère, où la parité est largement présente.

Ce mouvement rémois est un peu à l'image de la mobilisation sociale où les manifs, sous contrôle syndical, dépassent rarement le millier de personnes. Dans ces cinquante dernières années, les actes de violence contre les flics et le cassage de matériaux ont toujours été limités, entraînant le plus souvent la répression des délinquants

## Reims, ville bourgeoise ?

A l'extérieur, Reims, cité des sacres avec sa basilique St Remy et sa cathédrale, ses champagnes de renom mondial, passe pour une ville bourgeoise, ce qui expliquerait sa tranquillité ?..

Or avec un taux de pauvreté de 20% des ménages, Reims apparaît plus pauvre que la moyenne nationale qui est de 15%. Reims compte ainsi 15 000 ménages vivant sous le seuil de pauvreté. C'est ce qui ressort d'une estimation effectuée par le bureau d'études Compas en extrapolant les chiffres de l'Insee. Entre 2013 et 2017, le nombre de « bénéficiaires » du RSA a augmenté de 10%. Pour la commune de Reims, il y a en moyenne 15 500 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi dont 39% de chômeurs longue durée



de la BAC et de la justice. Alors, lorsque l'acte 27 est programmé sur Reims (inter-régional, voire national) personne, y compris les édiles de la ville, n'y croyait vraiment.

Surprise, 2 000 personnes s'y retrouvent dont l'immense majorité vient de Reims, de la Marne et des départements limitrophes (Ardenne, Aube, Aisne, Oise, ...). La manif n'est pas déclarée, la police n'a donc pas de prise apparente sur d'éventuels organisateurs. Par contre, avant la manif, des contrôles routiers ont eu lieu sur l'axe Charleville-Reims afin de contrôler les Gilets Jaunes ardennais réputés « durs » et « déterminés » ; plusieurs jours avant, des intimidations téléphoniques, des convocations au commissariat de gilets jaunes « connus des services » ont eu lieu. A noter que dès le début, on note l'absence totale de la CGT dont la section locale rémoise avait fait des avances aux GJ du principal rond-point pour la manif unitaire du 1er mai regroupant finalement 650 manifestants dont 200 GJ.

Cette manif fut sympa, sans exclusion, ni exclusive des thèmes abordés (climat, hébergement des migrants) dans une ambiance heureuse de voir quelques belles vitrines volées en éclat dans ce centre ville bourgeois (voir encart). Ce qui frappe le plus dans ce type de manifs, c'est la grande solidarité entre les GJ, leur identification à un mouvement, LEUR mouvement. Nous n'avions jamais eu autant de sourires, de fraternité dans une manif rémoise.

Le torchon local (l'Union) fut à la hauteur de l'événement, le préfet annonçant entre 80 et 100 Black Blocs res-

ponsables évidemment de la casse. Cela rassure la bourgeoisie de savoir que ce sont des « extra-terrestres » vêtus de noir qui ont été violents même si ce torchon montre une photo où on voit une ado « s'acharner » sur une barrière de chantier, certainement pour illustrer sa une : « Les blacks Blocs ravagent le centre-ville » !

En résumé, ce fut une belle manif qui laissera des traces mais il y a eu, encore une fois, des tirs de LBD faisant 4 blessés d'après les « Street Médics » et une femme touchée à la tête après avoir été projetée au sol volontairement par un flic avec son bouclier. Il y a eu 12 interpellations dont 1 mineur. 8 ont vu leur garde à vue prolongée au-delà des 24 heures (1) et, surprise annoncée par le procureur, ces 8 personnes ont entre 19 et 70 ans et habitent toutes dans la région. Le Préfet a regretté que les casseurs, dont le nombre a augmenté au fil des heures (au final 100 BB et 100 GJ « extrêmes »), étaient comme des poissons dans l'eau au sein de cette manif. Hé oui, le slogan « tout le monde déteste les flics » y faisait la quasi-unanimité. Ce même préfet a nié qu'il ait eu des blessés parmi les GJ et même l'utilisation de ces armes de guerre que sont les LBD.

Cette manif historique pour cette ville rémoise d'habitude si tranquille devrait aussi laisser des traces au niveau de la répression policière et judiciaire qui se poursuit à ce jour. Néanmoins les manifestants ont assumé dans la joie très majoritairement la casse (2) car « entre une vitrine cassée et une vie brisée il n'y a pas photo » !  
OCL Reims

(1) 4 personnes ont été condamnées lundi 20 mai par le tribunal correctionnel de Reims. Trois prévenus étaient jugés pour des violences et le quatrième pour des outrages. Jugées en comparution immédiate, deux d'entre elles écoperont de 18 mois de prison ferme avec mandat de dépôt, les deux autres de quatre mois de prison avec des peines aménagées.

(2) Ecouter l'émission de l'EGREGORE du 20 mai 19 sur le site [oclibertaire.lautre.com](http://oclibertaire.lautre.com) ou sur le blog [lechat-noir51](http://lechat-noir51)





## Gilets Jaunes

# Manif nationale Gilets Jaunes, Nantes Samedi 11 Mai



Cortège commun «Gilets Jaunes-Climat» et jeu de banderoles... lors de la manif du samedi 25 mai à Nantes: la veille des élections européennes, le préfet se méfie de la bavure avec les jeunes, la BAC est à la niche, les flics se montrent plus patients...Mais néanmoins aussi raides.

La manif a rassemblé au plus fort 4000 personnes, avec comme prévues de nombreuses pressions et charges policières (la première a eu lieu à la fin du premier tour de ville, à la façon du 1er mai parisien contre une banderole de black bloc d'où était parti un projectile, un journaliste CBS News a été touché à l'abdomen par un flash-ball. Les lacrymos é t a i e n t intenables)... Charges, nombreux tirs de LBD40, arrestations ont fini par disperser la manif sur des kilomètres aux quatre coins de la ville ( 26 interpellations dont 12 préventives, nombreux blessés), ne laissant vers 18H au centre ville qu'une poignée de GJ devant une rangée de CRS et un commissaire enrubbanné, s'acharnant pendant une heure en vain à les disperser à l'aide de sommations et de lacrymos!

Le cortège initial de la manif ne comptait qu'une seule organisation (AL) signalée de ses 3 drapeaux. Pas de syndicat ni association, ni liste européenne GJ. La banderole de tête revendiquait « Guerre aux trônes », un tag dans la même veine « Macron,

Arya va te tuer! ». Sinon les slogans habituels et un « Révolution! » scandé par un tiers du cortège, le RIC, un tag appelant contre le G7 de Biarritz.. Aucune allusion aux élections européennes et aux 4 listes GJ (c'est sûr, Lalanne et ses acolytes vont cartonner...).

Mais il faut aussi noter les nombreuses intimidations en amont, comme les contrôles routiers de voitures aux axes d'entrée dans Nantes dans la matinée, et surtout des communiqués officiels inquiétants dans les médias nationaux sur les violences attendues ou bien le préfet de région D'Arcourt qui expliquait (par exemple sur France Info national le matin même) que des mortiers de feux d'artifice, employés par les black blocs contre les flics, avaient été vendus les jours précédents dans les armureries du coin, que la sévérité policière serait exemplaire contre tout débordement (à l'égard d'une manif non déclarée quand même...). Bref l'apocalypse s'abattait sur la ville. Les manifestantes attendaient donc obligatoirement des heurts, ce qui, au bout du compte

après six mois de manifestations du samedi, représente encore 4000 personnes. Il n'y a pas beaucoup de luttes capables d'une telle endurance, notamment après les récents enfumages de Macron sur les milliards débloqués pour diverses mesures, aussi dilatoires les unes que les autres.

Mais il apparaît à toutes ces manifestations que ces manif du samedi ne feront pas basculer le rapport de forces, sinon user peu à peu les collectifs locaux. Donc que faire pour éviter une déroute finale face à un Macron inflexible sur l'ISF, le SMIC, le CICE, le RIC... ?

**Nantes le 13/05/19**

## 1er Mai tranquille

Le 1er mai nantais s'était déroulé dans un premier temps dans une ambiance chaleureuse, sans une lacrymos, pour les 3000 syndicalistes et gilets jaunes qui ont tourné en ville sur le parcours concédé par le préfet, avant le barbecue final. En début d'après-midi, certains gilets jaunes motivés essuieront quelques tirs de gaz pour avoir tenté un itinéraire interdit.

## 1er Mai à Poitiers

Près de 2 000 personnes dans les rues de Poitiers le 1er mai dernier. Ce ne fut certes pas un défilé mémorable mais quand même plus fourni que ces dernières années.

C'est évidemment plus au dynamisme des Gilets jaunes, minoritaires quand même en nombre, qu'à la mobilisation cégétiste que

l'on doit ce regain d'intérêt pour la Fête du travail. A côté de l'extrême gauche, de SUD et des libertaires plus apparents qu'auparavant et mêlés aux Gilets jaunes, la CGT est apparue comme indécise sur l'attitude à avoir vis-à-vis de ces derniers, comme un reflet de la crise qui secoue la centrale à la veille de

son congrès. Elle n'a pu, contrairement à sa volonté, imposer son projet de parcours, mais elle ne s'est pas opposée non plus, comme cela aurait été le cas il n'y a pas si longtemps, à ce que les GJ et autres en choisissent un autre, et à ce que les uns et les autres se mêlent et forment un cortège bon

enfant. Pas d'opposition non plus à ce qu'à l'arrivée au pied de la mairie ce soient les GJ qui occupent le devant de la scène par quelques prises de parole face à une place d'armes qui n'avait pas été aussi remplie depuis pas mal de temps.

## Limoges: ambiance cool mais déterminée

Atmosphère tranquille au départ pour un rassemblement sous le soleil. Un peu d'inquiétude tout de même car les effectifs tardent à s'étoffer. Simple nonchalance de citoyen.ne.s qui ne veulent pas que le militantisme bouffe leur vie perso. On se retrouvera plus de 3000 (1600 selon la police, 4000 selon la CGT), ce qui n'est pas extraordinaire mais un effectif nettement plus élevé que les années précédentes.

Un peu de tension lorsque les Gilets Jaunes de la Montagne Li-

mousine tentent de se positionner en tête de manif. Pas de ça ici, répond la CGT assez hégémonique au plan syndical. Les Gilets Jaunes unis 87, plus au fait des coutumes locales, conseillent à leurs camarades de laisser tomber.

En tête donc, les caciques de la CGT ainsi que le PC, ensuite une partie des gilets jaunes alternant avec les syndiqués CGT par branche ou boîte, en milieu de cortège la troupe dynamique et chantante de Chabatz d'entrer et des sans-papiers (cf CA N°290) suivie

des GJ de la Montagne. Le reste du cortège comprenait les autres syndicats (FSU, SUD, quelques CFDT et une poignée de CNT), quelques partis (LO, mais aussi pour la première fois ici, le Groupe Marxiste Internationaliste) et surtout bon nombre de gens de gauche, voire gauchistes sans étiquette.

Peu de tracts : les pubs pour les réunions PCF ou LFI en vue des européennes, le pavé assez lourd du groupe marxiste appelant à revenir au temps de Lénine et de Trotsky et surtout l'appel des gilets

jaunes : « Prenons le maquis » invitant à constituer une « Yellow zone » sur le Mont Gargan (haut-lieu de la résistance).

Comme toujours ici, l'ambiance est assez cool et beaucoup circulent d'un groupe à un autre. Même si quelques uns s'inquiètent de la division de la gauche aux européennes, le souci principal reste comment poursuivre la lutte contre les réformes qu'on se prend dans la gueule. L'effet de nombre et le beau temps ont plutôt remonté le moral.



# Six mois de lutte en Bourbonnais

Tour d'horizon d'un mouvement qui a du grain à moudre!

## Sur le département de l'Allier au début

Au soir du 17 novembre 2018, dans le département de l'Allier sont recensés 18 ronds points sans compter les péages, occupés regroupant environ 2000 personnes. Les jours suivants, un certain nombre de cabanes se construisent sur les ronds points et pour certaines sont tenues jour et nuit. Le mouvement des Gilets Jaunes a commencé. Par la suite plusieurs cabanes furent incendiées mais reconstruites, jusqu'au plan gouvernemental de virer tous les ronds points. Certains de ces ronds points occupés avec leurs cabanes sont restés en place avec l'accord des communes, ou bien déplacées sur des terrains privés, mais beaucoup moins visibles qu'à l'origine.

## Nous avons constaté

Nous nous sommes investis dès le 17 novembre, malgré la campagne de dénigrement sur le poujadisme des revendications, voire sur la présence de l'extrême droite qui aurait été à la manœuvre. Ce que nous avons constaté, pas de visages connus, pas de militant.e.s rencontré.e.s lors des différentes luttes passées. La présence de quelques drapeaux tricolores et autre marseillaise.

Très vite, nous est apparu des regroupements par sites, un peu comme des joutes entre villages. Celui que nous avons choisi, se trouvait à Châteaugay commune de Domérat proche de Montluçon qui aura pendant 2 mois sa cabane et un fonctionnement sans chefs, sans porte paroles, sans alcool et sans drogue, chacun faisant ce qu'il pouvait, aucune contrainte. Très vite les personnes avec un discours Rassemblement National furent virées.

Au début, lors des actions, une assemblée générale précédait la prise de décision. Mais peu à peu, avec l'arrivée de l'idée du RIC, les actions se sont changées en pétition, pour le RIC, à faire signer auprès des automobilistes et autres passant.e.s. Peu à peu les actions se sont espacées et seule est restée la cabane comme lieu de ralliement sans perspective d'actions, ce qui a désespéré certain.e.s et en premier un petit groupe collaborant ouvertement avec la police, la gendarmerie et les renseignements généraux.

Nous sommes donc allés sur deux lieux, l'un à Montmarault et l'autre à

Bizeneuille, entrée et sortie de l'autoroute A71, où étaient initiés des péages gratuits, mais très vite les discussions avec les intervenant.e.s, nous sont apparues proches des thèses du Rassemblement National. Après les premières semaines, la gendarmerie d'abord plutôt conciliante s'est faite plus répressive et comme certains s'étaient fait connaître comme responsables, toutes les actions se retournèrent contre eux, avec convocations à la gendarmerie et des amendes au final. Pour une fois que les chefs prennent en premier!

Plusieurs rapprochements entre groupes furent tentés, mais sont restés à ce jour sans effet, car les batailles d'égos, les visions différentes de fonctionnement et même les ragots n'ont pas permis une coordination départementale.

Dès le début du mouvement, des personnes sont présentes sur les manifestations de décembre 2018 à Paris, puis par la suite ont participé à toutes celles ayant lieu dans les villes des départements limitrophes.

Des copaines, en désaccord avec le groupe de Montmarault, suite à la première assemblée des assemblées de Commercy se sont joint.e.s à l'appel de Commercy et ont créé l'Assemblée Citoyenne du Bassin Minier (ACBM) à Doyet, certains d'entre nous se sont impliqués dans cette initiative. Et pour la deuxième AsDAs de Saint-Nazaire début avril, l'envoi d'un texte (Etats généraux) et création d'assemblées primaires) et deux délégués furent présents à Saint-Nazaire.

## Les moins et les plus

Tout d'abord les moins: l'hétérogénéité du mouvement n'a pas permis dans son ensemble un rapprochement entre groupes. Les batailles d'égos, la confusion politique propre à notre époque est évidemment présente dans ce mouvement. Alors que ce mouvement est collectif, les lieux collectifs et adaptés ont manqué pour les rencontres, discussions et décisions, qui sont laissées aux réseaux sociaux.

Beaucoup sont seuls derrière leurs écrans d'ordinateurs, sans compter ceux qui par principe n'adhèrent pas au Big Data et autres GAFAs. La solitude du mouvement a été durement ressentie face à la répression de l'Etat et au mépris de classe, de la part du pouvoir, du corps politique, des structures

syndicales et même de ces révolutionnaires adeptes de "la pureté d'un mouvement", comme nous avons pu le voir lors des révoltes dans les quartiers populaires en 2005. La délégation des initiatives aux Black Blocs et autres Street Médics empêche l'auto-organisation dans l'action. Le vide sidéral dû à l'absence d'un mouvement social et écologique d'ampleur est une des limites de ce mouvement.

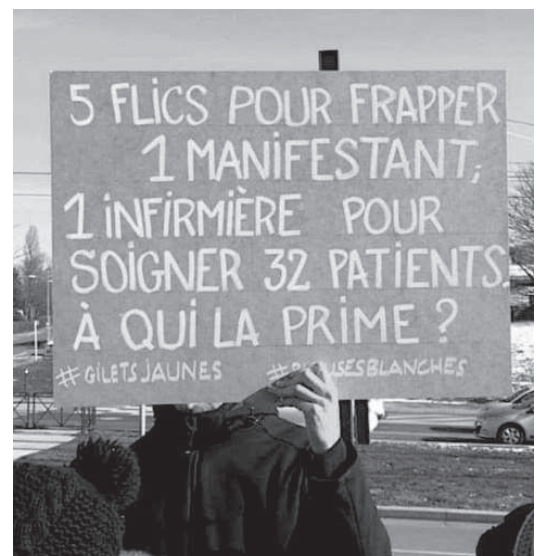
Et maintenant les plus: c'est un mouvement sans précédent qui a fait, dans un premier temps, vaciller la Macronie, alors que depuis des décennies, les luttes menées étaient pour l'essentiel sur la défense des acquis et portées par "la frange éclairée du prolétariat".

Ce mouvement des gilets jaunes sans structure et sans élite a montré en quelques mois ce que permettait une certaine auto-organisation, même imparfaite. Notamment l'évolution rapide par une politisation dans l'action des participant.e.s, alors que pour la grande majorité, *primo manifestants* révoltés, aucune expérience de lutte sociale et même de manifestation ne leur étaient connues. L'évolution des slogans, du "La police avec nous" au "Tout le monde déteste la police" est instructif.

Malgré les campagnes de dénigrement du mouvement portées par les classes dirigeante, politique et économique avec l'aide des médias mainstream, une forte majorité de la population soutient toujours les revendications des gilets jaunes. Nul ne peut dire ce que nous réserve le deuxième temps ?!

Propos recueillis auprès de copains participants au mouvement des gilets jaunes de l'Allier.

**OCL Moulins**





## Gilets Jaunes

# Lyon : point de vue d'un Gilet Jaune

## Quelques éléments d'informations et d'analyses

Cet article n'a pas vocation à être exhaustif, loin de là, ni impartial -bien sûr-. Son objectif est de parler humblement du déroulement de certains événements « gilets jaunes » à Lyon et

ses alentours, des points positifs, des faiblesses, des contradictions et des confrontations qui ont pu exister jusqu'à ce mois de mai 2019, et ce depuis le début de ce mouvement inédit.



### Un 17 novembre, en banlieue...

Le mouvement a pris forme comme partout à partir du 17 novembre. Il a été immédiatement d'une grande efficacité en périphérie de Lyon, sur les grands axes routiers, les péages, les occupations de rond point. Plusieurs groupes « gilets jaunes » sont rapidement sortis du lot : Téo (basé sur un péage du périphérique payant Téo), Feyzin (rond-point en zone industrielle, raffinerie notamment), Givors (point de croisement de grands axes routiers), Beynost, Villefranche-sur-Saône, Lyon centre (plutôt lié aux manifestations du samedi et aux actions « en ville »), etc. A chaque groupe ses points de blocage, ses actions de péages gratuits : l'A6, l'A7, le périphérique nord, des centres commerciaux, etc. Durant tout le mois de décembre, ces groupes sont restés sur place, bien souvent jour et nuit, ou tous les jours ou presque.

### Une grande diversité

La tonalité politique était très variée en fonction des lieux d'actions ou d'occupations. A certains endroits, ça puait

le RN ou l'UPR. Mais à d'autres, un certain nombre de rencontres furent beaucoup plus agréables. La politisation à marche forcée des occupations a parfois été d'une efficacité redoutable. Mais, comme ailleurs, le mois de janvier a laissé sa place aux uniques manifestations gilets jaunes du samedi, excepté un regain d'énergie à partir d'avril, où plusieurs actions de péages gratuits (à Téo), ou d'occupations de rond point (à la Feyssine) ont repris de plus belle, avec certes moins d'intensité qu'en novembre/décembre, mais avec une belle régularité tout de même.

### Les manifs

A Lyon, les manifs gilets jaunes sont particulières. Sauvages pour la plupart, elles ont été d'une intensité bien souvent en demi-teinte, malgré les milliers de personnes présentes. Lors des premières grosses manifs, déjà, la présence de groupuscules fascistes en calmaît plus d'un (voir plus bas). Mais surtout, bon nombre de gilets jaunes se sont opposé-e-s, parfois physiquement, parfois par la parole, à toute tentative de débordement (barricades, bris de vitrines

de banques ou de pub...). Ce qui n'a certes pas empêché que cela se passe, mais sérieusement restreint les possibilités de le faire.

### Malgré la répression..

D'autre part, l'encadrement policier a été dès le début du mois de décembre particulièrement oppressant (hélico presque en permanence, présence dans les rues adjacentes, etc.), même s'il a ensuite continué à augmenter de semaines en semaines (ces derniers temps, les flics longeaient les manifs sur les côtés, un peu à la parisienne). L'un des points forts de ces manifestations a été de faire perdre beaucoup d'argent aux commerçants de la presque île bourgeoise de Lyon. Cette zone a été une cible de bon nombre de manifestations. Mi-mars, les commerçants, via la CCI (Chambre du Commerce et de l'Industrie), ont annoncé une perte de 30 % de leur chiffre d'affaire, soit 42 millions d'euros de « perdus ». Pas mal ! Récemment, l'Etat et la Métropole de Lyon ont annoncé une aide de 220 000 euros pour les commerces du centre-ville. Parallèlement, la Préfecture a fini par interdire les manifestations dans cette zone, en y mettant les moyens policiers.

### La périphérie en impasse

L'autre point fort des manifestations, au début au moins, a été d'aller occuper l'A7, l'autoroute qui va vers Marseille ou Montpellier, très utilisée. Régulièrement, nous avons réussi cette opération. Mais c'était aussi une manière pour la Préfecture de nous éloigner du centre et de nous emmener vers le quartier de Gerland, au sud de la ville, là où il n'y a rien, et où les violences policières et les interpellations sont plus faciles (c'est devenu ensuite une habitude d'essayer de nous « emmener » par là-bas, on l'a encore vu lors de la récente manif « nationale » du 11 mai à Lyon).

### Policiers et juges à la manoeuvre

Car des violences policières, il y en a eu, comme partout, en pagaille. Nombreux-euses sont les mutilé-e-s, les blessé-e-s, les interpellé-e-s. La BAC de Lyon a brillé par ses exactions. Quant aux interpellé-e-s, les comparutions immédiates ont été très nombreuses le lundi. Régulièrement, alors que les gi-

1) hooligans: supporters de foot amateurs de castagne, de sensibilité politique variable mais plutôt extrémiste.







lets jaunes passant en procès n'avaient pas de casier judiciaire, les peines de prison avec sursis (pour « attroupements en vue d'organiser des actions violentes ou des dégradations ») tombaient, ou même du ferme (pour des violences sur agents, et plus récemment, pour des dissimulations de visages !). Certains gilets jaunes sont passés par la case prison ou y sont encore. Moins qu'à Toulouse, Paris, ou même Caen, c'est sûr, mais il y en a.

### Présence fasciste en manif

Probablement plus qu'ailleurs, le mouvement Gilet Jaune de Lyon a subi la présence et les attaques de groupes ouvertement fascistes, royalistes, identitaires, parfois néo-nazis, accompagné de hools(1) d'extrême-droite du stade. Ils font partie d'Action Française, de Génération Identitaire, et surtout du Bastion Social (ex-GUD, aujourd'hui dissout mais toujours actif). Ils ont parfois eu des renforts des Zouaves de Paris, de Résistance Helvétique ou Kalvingrad Patriote de Suisse. Leur présence a été un véritable fléau pour la mobilisation lyonnaise. Début décembre d'abord, ils ont pris la tête d'une manifestation sauvage, avec une banderole opposée au Pacte de Marrackech. A plusieurs reprises, lors des manifestations du samedi, de décembre à mars, ils ont violemment attaqué les cortèges gilets jaunes. Ils étaient entre 30 et 80, régulièrement. Leurs cibles préférées étaient les militant-e-s anticapitalistes, antifascistes, féministes, syndicalistes, celles ou ceux qui s'en prenaient à des banques ou des commerces, les manifestants qui n'avaient pas la bonne couleur de peau, etc.

### Auxiliaires de la police

A plusieurs reprises, pas besoin de la BAC, les fafs étaient là pour tenter de faire régner l'ordre et la sécurité du Capital. Parfois même, ils s'en sont pris à de simples passants, qui n'avaient pas la bonne tête : quitte à être présent pour faire des ratonnades, autant cogner tout ce qui bouge. Bien souvent, leurs actions avaient lieu en première partie de manif, puis ils se retiraient dans leur quartier, le 5<sup>e</sup> arrondissement, là où ils ont plusieurs locaux. Mais voilà, tout a une fin, ou presque. Lors de l'acte XIII, et après quelques bagarres déjà très violentes, où plusieurs camarades ont été blessé-e-s, un cortège organisé et prêt à se défendre en cas d'agression, a réussi à repousser leur violente attaque par derrière, une fois n'est pas coutume. Plusieurs vidéos tournent sur internet et permettent d'entrevoir la violence de la confrontation.

### Une victoire à la Pyrrhus

Nous ne devons retirer aucune fierté de cette victoire de rue, même si sur le

moment, bien sûr, nous étions soulagé-e-s, et un peu fier-e-s, ne nous mentons pas. Mais au début de cette manif de l'acte XIII, nous étions entre 6000 et 7000 personnes. Après cette bagarre d'une rare intensité et relativement longue, plus de la moitié des manifestant-e-s ont quitté le cortège. C'est la grande réussite des fafs : faire peur, et réduire ces bagarres à un combat fafs/antifa.

Au final, après cet acte XIII, les fafs ne sont réellement réapparus qu'une fois, pour l'acte XVI, avec du gros renfort de Suisse et quelques villes françaises, pour ne plus jamais revenir groupés de la sorte par la suite. Comme s'ils avaient senti le vent tourner pour eux. Au regard des revendications qui ont émergées de la deuxième « AG des AG » à Saint-Nazaire, on peut comprendre qu'ils se soient sentis un peu humiliés et en décalage avec une grande partie du mouvement...

### Les AG à la Bourse du travail

Contrairement à d'autres villes, le mouvement Gilet Jaune de Lyon n'a pas tenté de se retrouver immédiatement pour discuter. A l'initiative du groupe Gilet Jaune Lyon-centre, la première « Assemblée Générale » (AG) a eu lieu le 17 décembre à la Bourse du travail, la deuxième le 7 janvier, puis toutes les semaines le lundi soir. Ces AG ont été dès le début relativement laborieuses. Premièrement, il a toujours été très difficile d'y amener des débats de fond, et surtout, d'y prendre des décisions. En effet, l'assemblée est ouverte à tous les groupes « gilets jaunes » et toutes les personnes impliquées, dans le but plus ou moins affiché de coordonner au mieux les initiatives diverses, mais n'a pas vocation à « diriger » quoi que ce soit. De fait, après des tentatives pour faire ressortir des axes de revendications principaux et organiser des commissions (qui fonctionnent plus ou moins), la majeure partie de l'activité de l'assemblée a consisté à discuter les grandes lignes des manifestations hebdomadaires à venir (ex : déclarée ou pas, quels sont les objectifs, fait-on une manif en commun avec d'autres « causes » comme les manif pour le climat, etc.), et échanger des informations, notamment sur les actions prévues ici ou là. Au fil des AG, les rangs se sont clairsemés, probablement pour ces raisons. De plus, dès les premières AG, un certain nombre de personnes ont tenté de faire prendre une décision à l'AG pour que celle-ci s'oppose à la présence fasciste en manifestation. Elles ont tenté d'expliquer au mieux que ce n'était pas un combat entre fachos et antifa, ou entre « ultra-droite » et « ultra-gauche », en montrant que c'est l'ensemble des gilets jaunes qui se faisait attaquer, à chaque intervention violente des fafs. Elles ont tenté d'expliquer que

ces mecs et femmes détestaient les étranger-e-s, les homosexuel-le-s, les gauchistes (au sens large), et venaient dans nos manif pour cogner. Leurs interventions ont mis pas mal de temps à être réellement prises en considération. Il a fallu que d'AG en AG, de prises de parole en prises de parole, et d'organisation en commissions, des positions politiques opposées à celles des fafs émergent. Ce qui a fini par arriver, non sans mal. Au final, on peut aujourd'hui dire que cette AG semble majoritairement composée de gens ancrés à gauche de l'échiquier politique.

### Les actions de solidarité avec les luttes

Un des points positifs de ce mouvement, au-delà de sa durée, de la détermination et de la politisation des nombreux-euses gilets jaunes, correspond aux actions, en dehors des samedis, de solidarité avec des secteurs en grève. Dès le mois de décembre, le mouvement lycéen, très ancré dans les quartiers populaires, avec son lot de blocages et manif sauvages, a été soutenu par des gilets jaunes. Le 20 mars, des salariés de Primark (un magasin de vêtement) à la Part-Dieu, sous-traité par Protectim, se mettent en grève pour faire respecter le code du travail, et appellent à une action de blocage du magasin. Plusieurs dizaines de gilets jaunes s'y sont pointés en solidarité, et l'action fut en partie victorieuse. La semaine suivante, des salarié-e-s de Carrefour sous-traité-es par Cogepart et en grève depuis une dizaine de jours, appellent à une action au centre commercial de la Part-Dieu. Idem, plusieurs gilets jaunes arrivent en soutien, et l'action est réussie. D'autres actions de solidarité ont été organisées avec des éboueurs de la Métropole en grève, tout comme avec ceux du sous-traitant Pizzorno, avec des victoires à la clé. Cette jonction de gilets jaunes avec des secteurs en grève a été une réelle réussite. Cela devrait nous donner des idées, en cas de grève plus large, si tant est que cela arrive ces prochains mois ?

*Un lyonnais gilet jaune parmi tant d'autres  
Intertitres de la commission journal*





Gilets Jaunes

# Police et justice contre les Gilets Jaunes

## Retour sur les procès du 9 mai 2019 à Boulogne-sur-mer

**Le 9 Mai, plusieurs Gilets Jaunes comparaissent au tribunal de grande instance de Boulogne-sur-mer en raison de leur participation aux actions sur l'autoroute A16 et à proximité du rond point « des oies ». Ce texte illustre la faible cohésion du mouvement face au pouvoir: trop grande hétérogénéité, manque de cohésion et de solidarité, analyse insuffisante de la nature du rapport de force - politique et judiciaire - nécessaire pour gagner..?**

Au matin de ce 9 mai, quelques syndicalistes s'étaient rassemblés devant le tribunal en solidarité avec les Gilets Jaunes. Les uns et les autres devaient rapidement se séparer afin d'honorer leurs obligations respectives. Les chasubles multicolores regagnaient rapidement le défilé des fonctionnaires en centre ville tandis que les autres abandonnaient les leurs, interdites dans l'enceinte du tribunal.

En dehors d'expressions ponctuelles de solidarité ou de défilés communs, convenons que la rencontre entre Syndicats et Gilets Jaunes n'a objectivement eu lieu, ni ici, ni ailleurs. Pouvait-il en être autrement, était-il seulement souhaitable qu'il en soit autrement ? Par delà les dissemblances apparentes, c'est d'abord en creux que ce rendez-vous impossible nous renseigne sur les contraintes qui s'imposent dorénavant aux luttes à venir. Un bilan complet reste à tirer en la matière.

**Dans les tribunaux comme ailleurs les préjugés ont la vie dure**

Comme il est de coutume, il fallut patienter plusieurs heures avant que les procès des Gilets Jaunes ne débute. L'une des affaires traitées durant ce laps de temps nous permit de mesurer combien certains préjugés ont la vie dure au sein des institu-

tions de l'État français. S'adressant à une auxiliaire de vie qui témoignait du harcèlement qu'elle endurait au travail, le tribunal cru bon de lui poser cette question : « Comment étiez-vous habillée ce jour là sur votre lieu de travail ? » À elle seule, cette remarque augurait de ce à quoi il fallait s'attendre pour la suite et on peut l'avouer, nous ne fûmes pas déçus.

**« Nous ne sommes pas ici pour faire de la politique ! »**

Après avoir lu les procès verbaux équivoques des policiers, et égrainé sans retenue les casiers des personnes convoquées, le tribunal céda la parole aux accusés. Les membres d'une même famille témoignèrent de la violence physique et verbale avec laquelle ils furent rapidement interpellés et conduits en garde à vue, et ce malgré l'état de santé de certains d'entre eux. À l'accusé suivant, il était reproché de s'être équipé de matériel de protection, du matériel de travail en réalité, qui le désignait comme une assaillant potentiel. Et lorsque certains tentèrent de réinscrire leurs faits et gestes dans le contexte particulier d'une mobilisation sociale, le tribunal objecta : « Nous ne sommes pas ici pour faire de la politique ! ». Pratique et définitif.

**Les bons Gilets Jaunes et les autres ...**

Pourtant les membres de ce tribunal ne se privèrent pas d'en faire de la politique ; depuis leur propre position de classe, cela va sans dire. Et c'est tout naturellement qu'ils nous offrirent un florilège de poncifs, de ceux qui surabondent sur les plateaux de télévision. Ainsi, on apprit qu'il y avait les bons Gilets Jaunes et les autres, les « radicalisés ». La radicalité est pourtant chose indispensable, un signe de discernement. Elle seule permet, comme nous l'enseigne n'importe quel dictionnaire, de considérer tout objet à partir de sa racine, de son essence(1). On comprend également qu'appeler à des manifestations ou des rassemblements semblait potentiellement suspect aux yeux de la cour. Manifester, surtout sous une tunique jaune l'était plus encore et recommencer pouvait

s'apparenter à de la récidive. Et on assista même à des appels à peine voilés à la dénonciation : « Pouvez-vous nous dire qui étaient les personnes présentes autour de vous ? Les connaissiez-vous ? » ... Quant à cette idée fixe d'expliquer une situation complexe par l'emprise d'un « meneur » sur une foule, ou de qualifier « d'agitateur » le simple participant à une action, tout cela délimitait très nettement deux conceptions irréconciliables de la réalité sociale. Alors, si ce n'est pas cela la politique, qu'est-elle donc pour ces gens de la justice d'État ?

**Un théâtre mécanique**

Un procès s'apparente le plus souvent à un enchaînement mécanique de procédures. A mesure que le temps passe, l'ennui, voire l'absence se lisent sur le visage des assesseurs et parfois même sur celui du juge. Le premier temps fort est celui où le procureur énonce son réquisitoire. À plusieurs reprises des peines de prison furent réclamées ce jour là. Face à la procureur se tenaient des ouvriers, des allocataires du RSA, un travailleur en arrêt maladie et plus tard dans l'après-midi, un gérant de food-truck pour le moment sans rentrée d'argent. Comme sur le bitume depuis des mois, deux mondes aux intérêts contradictoires se faisaient face. Et à mesure que se prenaient les réquisitions, on ne pouvait s'empêcher de se demander quelle connaissance intime du milieu carcéral cette jeune femme avait-elle pour psalmodier sans ciller de telles requêtes ? Nous ne le saurons sans doute jamais, même si nous nous en doutons ...

C'est alors que l'un des avocats replaça efficacement la question politique au cœur de sa plaidoirie. Il conclut son intervention en rappelant qu'alors que des centaines de Gilets Jaunes plient sous le joug de la justice, que certains d'entre eux rejoignent les prisons, aucun policier n'avait encore été jugé pour les violences commises.

**On lutte collectivement... et on se défend séparément ?**

Le nombre de personnes présentes aux côtés des accusés témoignait d'une solidarité partagée. Une

question demeure malgré tout. Pour quelle raison malgré sa durée, son évolution rapide et plutôt positive ce mouvement n'est-il parvenu à dépasser certaines séparations ? Et pas seulement ici, à Boulogne-sur-mer. Cela tient en partie à sa nature mais sans doute aussi au fait que nombre de personnes qui auraient pu lui apporter leur concours sont restées en marge, voire ont refusé d'y participer. Il est à regretter que plusieurs Gilets Jaunes jugés le même jour par la même cour aient choisi de se défendre séparément, chacun avec son avocat alors même qu'ils avaient lutté côte à côte durant plusieurs semaines.

La lutte ne s'arrête pas au portique électronique du tribunal. Elle doit se poursuivre collectivement dans son enceinte et sans laisser personne derrière elle. Ce n'est pas seulement une question éthique, c'est une des conditions de l'efficacité et du succès face aux tribunaux.

Ce jeudi 9 mai, on a senti que les différents groupes de Gilet Jaunes locaux ne formaient pas un collectif de lutte homogène. Lors du procès de l'après-midi, les accusés et les soutiens du matin avaient quitté les lieux depuis longtemps. Finalement, plusieurs relaxes furent prononcées, des dommages et intérêts furent partiellement accordés aux policiers, le tout assorti de quelques peines de prison avec sursis.

**Un « collectif de soutien » local ?**

Quelques mots seulement à propos du « collectif de soutien » sous égide syndicale qui proposa ses services aux Gilets Jaunes boulognais. Cette fois, nous n'avons pas cru devoir y participer car il nous semblait que cette initiative était vaine. Pour une raison toute simple et qui tient à l'extériorité totale de la démarche par rapport au mouvement. Dans le meilleur des cas, cela pouvait s'apparenter comme son nom l'indique à du soutien extérieur, un peu comme les associations caritatives interviennent auprès des sans-papiers, c'est à dire sans partager la réalité des personnes auxquelles elles s'adressent et avec en plus un positionnement surplombant. Dans le pire des cas, cela pourrait rappe-





ler de bonnes vieilles manœuvres gauchistes. Nous savons que ce n'était pas l'intention localement. Toutefois, ne pas mesurer toute la distance qui sépare l'offre de la demande, par ailleurs inexistante, traduit bien une incompréhension de la situation qui pose question. Ou pas ...

### La défense collective !

Depuis le mouvement contre la

loi de la socialiste El Khomri, dans plusieurs villes les acteurs des luttes se sont regroupés pour assurer et préparer leur défense face à la justice et à la police. L'exemple du collectif de Toulouse vaut d'être connu pour la qualité de son travail et de son investissement. Pour ces camarades actifs dans le mouvement des Gilets Jaunes depuis le début, il s'agit d'assurer une auto-formation juridique sur des ronds-points, dans des AG ou ailleurs.

L'idée est simple, il s'agit de partager et propager les connaissances et les stratégies judiciaires afin qu'elles soient réappropriables par les participants à ces ateliers. La Défense Collective de Toulouse a assisté à presque l'intégralité des comparutions immédiates du mouvement. Elle a assuré une présence continue à tous les procès. Le collectif a également récolté plusieurs milliers d'euros pour faire face au racket judiciaire et

envoyer des mandats aux prisonniers. Nous vous conseillons de vous rendre directement sur le site de la « Défense Collective Toulouse » afin d'en savoir plus (2).  
Boulogne-sur-mer, le 11/05/19

1) La radicalité concerne le principe premier, fondamental, celui qui est à l'origine d'une chose, d'un phénomène. In: <https://www.cnrtl.fr/definition/radicalité>

(2) Défense Collective Toulouse : <https://defensecollectivetoulouse.noblogs.org>

# Gilets Jaunes et RIC: l'appel aux urnes ?

**Le Référendum d'initiative citoyenne est à la fois prôné par des partis politiques et des groupes de Gilets Jaunes convaincus et de bonne foi, voir l'appel\* des GJ du Bassin de Thau. La Mouette Enragée de Boulogne tente d'y apporter un début de réponse politique et entamer un débat indispensable après six mois de mouvement...**

### Des électeurs...

Comme il est souligné, Macron n'est effectivement au pouvoir qu'avec l'aval de moins d'un vingtième des inscrits. Certain-e-s ne s'étant résigné-e-s à l'élire que par défaut ou par défiance vis-à-vis de la candidate d'extrême droite Le Pen.

On peut même encore réduire le chiffre – nous n'entrerons pas dans les détails comptables – au regard du fait qu'il y a nombre d'électeurs de droit qui ne s'inscrivent même pas sur les listes électorales ; nous en sommes, considérant justement que le jeu du scrutin n'est qu'un instrument pour déléguer la prise en charge de nos conditions de vie, de notre avenir... dont les règles sont édictées par et pour la bourgeoisie. La politique nous est confisquée par des « professionnel-le-s » au service du capitalisme dans le cadre d'une économie de marché.

S'ajoute la ségrégation, naturalisée, du droit à élire – ne parlons même pas d'être éligible – ; sont ainsi exclus du droit de vote des étrangers qui habitent, travaillent ou le voudraient, cotisent, consomment... en France ; une grande partie des détenus non déchus de leurs droits civiques pour qui tout est organisé pour qu'ils/elles ne puissent maté-

riellement voter (1) ; la population de moins de 18 ans, laquelle peut au passage être incarcérée dès l'âge de treize ans ; et les exclus « de fait » que sont les personnes placées sous tutelle, dont le droit est soumis à la décision d'un juge ou les personnes handicapées mentales aptes au discernement mais empêchées faute d'accès à l'information ; la plupart des SDF ; etc. (2)

Alors, que signifie un suffrage direct si l'électorat potentiel n'est pas défini ? Et puisque le RIC sera adressé aux instances dirigeantes, ce ne peut être qu'en acceptant les principes définitifs et modalités d'icelles.

### ...et de la citoyenneté...

« Le système de la représentation sans contrôle citoyen est un coup d'état permanent contre le peuple et notre devoir est d'y mettre un terme, pour nous et pour les générations futures » peut-on lire. Entièrement d'accord. Sauf qu'on ne sait pas, dans le texte du moins, ce qui est à entendre par « citoyen », au regard de ce que nous énonçons ci-dessus, et sur la nature du contrôle qui, par définition, ne peut se faire qu'après-coup voire... trop tard !

Par « l'appel » que nous lançons, nous souhaitons que se manifeste la volonté du peuple pleine et entière par la voie du référendum, à notre initiative, même si cela va à l'encontre de leurs règles. »

La « volonté pleine et entière » du « peuple ». Par quel mode de délibération, et avec quelle(s) composante(s) ? Pour notre part, si nous sommes bien en peine de donner une définition du peuple – à différencier de la classe ouvrière et du prolétariat –, nous avons une perception de la verticalité sociale

justement dénoncée. Nous nous référons cependant à une dimension politique – que le texte évoque aussi –, à un rapport de force qui ne peut s'inscrire que dans la lutte des classes et non dans une joute électorale, eussions-nous le choix des armes. Par ailleurs être à l'origine d'un scrutin, organisé de fait par les institutions, nous semble bien faiblard pour se positionner « à l'encontre de leurs règles » ! Ce serait demander aux députés de se faire harakiri!

Comment échapper aux modalités électorales de la République, laquelle n'a de cesse d'affirmer que la démocratie a un coût et donc un prix ! En effet, un référendum, comme n'importe quel scrutin, demande campagne et le fameux nerf de la guerre : l'argent. On en revient à un processus forcément censitaire: seul le riche pourra s'exprimer. Et l'on sait que les cordons de la bourse sont tenus par les dominants d'aujourd'hui, lesquels ne manqueront pas de faire valoir leur opinion, avec ou sans pression.

### ... naîtrait la justice du RIC ?

Qu'il y ait dans le RIC une intention de rattrapage des choix politiques spoliés par la minorité qui en fait profession, soit.

« Comment avons nous pu imaginer que, par la voie électorale, nous étions en capacité de changer ces institutions. [...] Force est de reconnaître que nous avons abandonné notre puissance politique. » Mais encore ? S'agit-il de s'affranchir des institutions pour organiser un référendum, ou d'y inscrire la légalité de celui-ci ? (3)

Nous ne nous étendrons pas sur les craintes quant au contenu des thèmes référendaires inquiétants – Exemples

\*<https://lesmou-tonsenrages.fr/2019/03/17/appel-des-gilets-jaunes-du-bassin-de-thau-pour-referendum-sur-le-ric-revocatoire>

1) en 2017, seules 2% des personnes incarcérées ont participé aux élections présidentielles- source : <https://oip.org/decrypter/thematiques/droit-de-vote/>

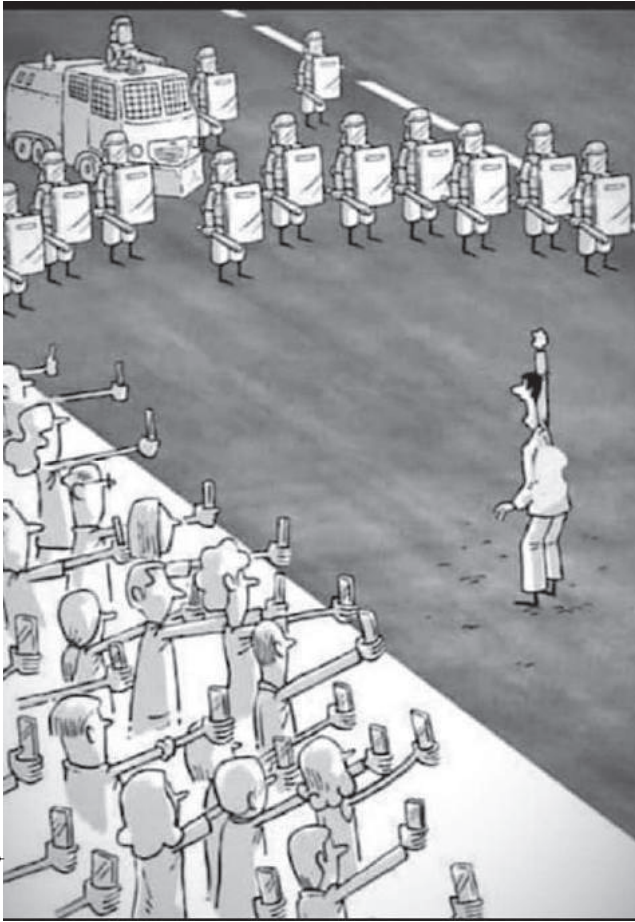
2) Si cet etc. était daté d'avant le 21 avril 1944, les femmes seraient du nombre.

3) À l'instar des indépendantistes catalans en 2017, dont l'organisation émanait... d'« élus du peuple » ?





## Gilets Jaunes



4) cf La question des migrants en Confédération helvétique (lancée d'ailleurs par Seize personnalités politiques suisses, dont quatorze membres de l'Union démocratique du centre) ou celle des migrants en Hongrie à l'initiative du gouvernement autoritaire.

5) GAFAM est l'acronyme des géants du Web — Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft — qui sont les cinq grandes firmes américaines (fondées entre le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle et le début du XXI<sup>e</sup> siècle) qui dominent le marché du numérique, parfois également nommées les Big Five, ou encore « The Five »

pressentis : rétablissement de la peine de mort, remise en cause des acquis des LGBT (Lesbiennes, Gays, Bisexuel/les, Transgenres, ...), Étrangers dehors, etc. — sans en minorer toutefois le risque (4). Ces enjeux sociétaux découlent des positions politiques sous influence de l'un ou l'autre parti, ou club satellite, qui s'appuie sur l'opportunité du mouvement des Gilets Jaunes.

De même il est certain, smart monde oblige, que les incontournables GAFAM (5) seront mis à contribution tant pour la campagne que pour le vote en ligne : infox, manip, contrôle, fichage, captation de données personnelles, censure et autres capacités de nuisance et d'influence seront inévitables et, tout le prouve aujourd'hui, déterminants (voir l'élection probable de Trump grâce à l'utilisation de Facebook par Cambridge Analytica).

Par ailleurs jouent également les périmètres, social et géographique, concernés par la consultation. Ainsi le référendum sur le projet de l'aéroport de Notre Dame des Landes n'a pas été fixé par hasard au département de Loire Atlantique. Résultat : 55,17 % pour le « oui ». La réponse aurait été négative avec une délimitation aux seules communes environnantes du site, principales concernées par le bouleversement

induit, ou au contraire aux régions Pays de Loire et Bretagne, financeurs du projet.

Et c'est bien la lutte collective et soutenue dans la durée qui a fini par aboutir à l'abandon du projet d'aéroport.

Et puisque se pose implicitement la question de l'enjeu proprement politique, évoquons Bakounine pour qui « il existe bien une autonomie du politique, mais on peut aussi la désigner comme séparation des instances de décision et d'organisation par rapport au reste de la société [ ... (cf la notion de classe politique) ] et aussi comme fonction de la domination du capital sur le travail, fonction qui en vient à acquérir une autonomie relative en jouant un rôle déterminant dans le maintien de cette domination. » Plus loin, il évoque le risque « que la classe ouvrière se constitue en parti politique, parce que cela conduirait à remettre entre les mains de spécialistes de la politique la défense de ses intérêts. Dans leur cas, le refus de la médiation politique s'incarne dans la pratique de l'action directe. » (6) Et on le sait : des listes Gilets Jaunes sont déjà dans les starting-blocks pour les élections européennes.

### Soyons direct

De l'action directe ! C'est précisément le mode opératoire des Gilets Jaunes depuis le début ! Et aujourd'hui il faudrait se satisfaire de l'illusion d'édicter des principes de fonctionnement démocratique alors que dans la pratique concrète, fondamentale, les instruments de la domination demeurent ?

La propriété des moyens de production, la loi du marché mondialisé, la mise en concurrence entre les boîtes, les technologies, les pays — et même maintenant les régions et les villes —, les humains au sein de leur communauté, les prolétaires au sein de leur lieu de travail, de leur classe sont les ressorts des démocraties comme des dictatures ; lesquelles s'accrochent très bien les unes des autres dès lors qu'elles ont des liens ou des rapports de dépendance économique.

Que vaudra un référendum même gagné ! Contre les ventes d'armes, l'exploitation de gosses dans les mines de terre rares (indispensables à la production des smartphones...), pour le soutien aux « natifs » de l'une ou l'autre « terre » aspirant à être libres ? La même chose qu'une pétition dans le monde d'aujourd'hui.

Et intrinsèquement se pose la question du « porteur » de l'initiative du RIC. Au-delà du fait que le référendum soit

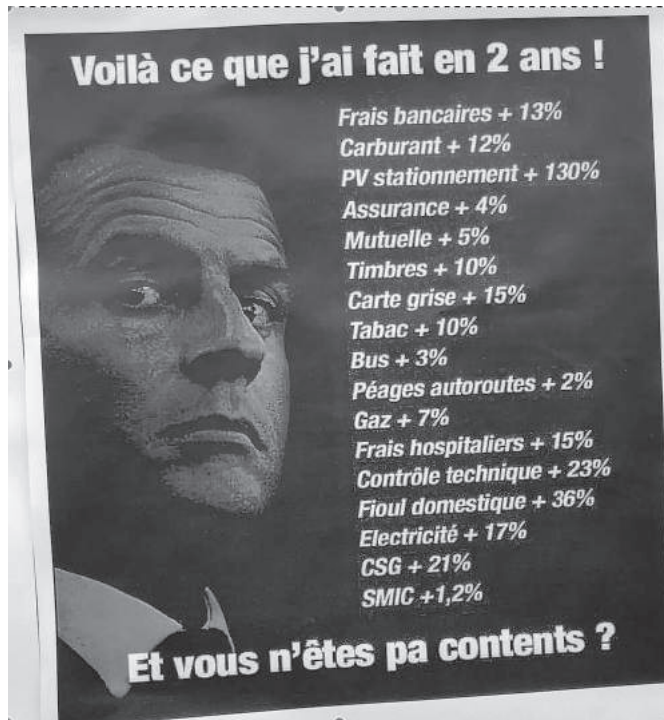
mis en avant par des partis se réclamant évidemment du « peuple », il est indubitable qu'émergeront, qu'émergent déjà les plumes, les façonneurs, mais aussi les initiateurs des fameuses questions à soumettre au verdict populaire. « Tiens ! Toi qui écris bien, tu pourrais la rédiger ? ».

Et une élite rédactionnelle influente se dégagera de la masse qui délèguera ses espoirs. Des porte-paroles finiront par se l'approprier, même sur une base à minima, la plupart des « jusqu'ici sans voix » se trouvant de fait dans l'incapacité de s'exprimer au-delà de l'oralité dont ils-elles s'étaient emparé dans la rue. Parallèlement le RIC est déjà un élément de programme des partis auto-proclamés « populaires », soit prétendant fonder une VI<sup>ème</sup> République (FI), soit dans le sillage d'un guide implacable (RN). Dans les deux cas, le salut promis au « peuple » est tout de même — en toute abnégation, qui en douterait ? — soumis à un certain culte de la personnalité, concession due à tout leader providentiel. Même Macron serait prêt à lâcher sur une possibilité référendaire locale et ciblée. Victoire ! Que demande le peuple ?..On commence à voir concrètement les limites d'un tel processus avec le cas du futur référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris, arraché au pouvoir par une alliance de circonstance entre députés d'opposition ; Philippe compte bien jouer la montre, en repoussant de plusieurs années l'échéance qui, en cas de vote négatif, plomberait les beaux projets de privatisation de filiales de la SNCF, EDF, etc du quinquennat. Rien ne doit entraver la marche triomphale du libéralisme... économique, et même pas un référendum.

### La solution est ailleurs

Vous l'aurez compris, nous ne croyons pas à la simultanéité uniforme des aspirations ; encore moins à leur mise en œuvre par la voie des urnes et d'un référendum. En revanche, l'antagonisme de classe est une réalité Et même si quelques superpositions existent, il ne s'agit pas d'une stricte contradiction citoyen/politicien, pauvre/riche, France/Europe ou de quelque histoire de « patrie en danger », mais bien d'un conflit entre prolétariat et bourgeoisie, travail contre capital. L'origine du mouvement des Gilets Jaunes est la taxe sur les carburants. Au cours des blocages et des défilés, et au fur et à mesure du dédain et surtout de la répression inouïe des forces en armes de l'État, les discussions ont évolué du ras-le-bol au « il faut que ça change!». Et l'on débouche sur le RIC. Un scrutin ! Or voter est un acte individuel et au sein d'un... isoloir.





Sauf à pratiquer à main levée, (6) comme pour voter la grève en Assemblée générale, ou... sa limitation à l'Assemblée nationale ! Le vote référendaire, à l'instar d'une élection pour un siège, devient un acte individuel, secret, au détriment d'un engagement collectif.

Il n'est que temps de construire une résistance offensive sur des bases inhérentes à l'opposition naturelle des intérêts de la rue et des palais. Le RIC est un aveu de faiblesse. Le RIC, c'est dire « s'il-vous-plaît ». C'est le déni du rapport de force dans l'opposition radicale des intérêts respectifs du prolétariat et de la bourgeoisie. C'est reconnaître la règle édictée par cette dernière.

Cela signifie une chose : les Gilets Jaunes aspirent à reprendre leur vie en main, collectivement et de fait en voie de re-politisation. Ont-ils jamais d'ailleurs été hors du champ politique ? Bloquer l'économie, s'approprier la rue, brûler le Fouquet's, casser les concessionnaires de bagnoles de luxe, dégligner du Mac Do... c'est apolitique ? Qu'y-a-t-il d'autre sur les Champs Élysées que la morgue d'un capitalisme triomphant, sûr de lui, dominateur, y compris dans l'exploitation des travailleurs et des travailleuses qui gagnent leur croûte derrière les façades et qui se battent ? (7)

### Pas de paix sociale sans l'abolition des classes

Il est de nombreux exemples qui témoignent d'une tentative d'auto-organisation de la population depuis

l'imposition des conditions de vie par la révolution industrielle et ses corollaires, l'affirmation des élites industrielles et financières et l'exploitation planifiée du prolétariat.

Parmi ceux-là, on compte évidemment la Commune d'une étape sur un chemin qui s'avère d'ores et déjà long et parsemé d'embûches.

### Le RIC un rattrapage démocratique et citoyen

Par ailleurs, quoi qu'on en dise les amateurs de rapprochements historiques, les enjeux sont-ils véritablement comparables à ceux de la Révolution française, référence récurrente chez les Gilets Jaunes ? Paris de 1871, la révolution de 1917 en Russie et la redistribution amorcée par les ouvriers et paysans espagnols dès juillet 1936. Il y en eu bien d'autres, mais nous nous en tiendrons là. Constat historique : c'est au sein d'une guerre civile que se sont développées ces expériences. C'est donc parallèlement à la lutte armée qu'étaient réalisées, forcément partiellement, les mesures sociales et politiques solidaires, égalitaires et parfois libertaires.

Concernant la Commune, elle fut le résultat de la résistance au siège de Paris par les Prussiens puis et surtout contre le gouvernement, réinstallé à Versailles dans le but d'enrayer la menace du « socialisme parisien », qui sans l'aide des Allemands aurait été plus difficile à enrayer. Pour la guerre en Espagne, les relais de Staline ne pouvaient laisser subsister une enclave échappant encore à l'emprise des impérialismes rivaux.

Hors, si la guerre civile, en termes de risque ou de menace, a été évoquée tant dans les rangs des Gilets Jaunes que dans les palais de la République ou agités par quelques commentateurs échauffés, il ne s'agit en fait que d'un argument de dissuasion inadapté. D'une part, nous n'en sommes pas là pour le moment, même si l'hypothèse n'est jamais à exclure mais surtout, qui saurait définir, en la circonstance, les camps qui s'opposeraient même de façon asymétrique ? Le mouvement des Gilets Jaunes participe à sa mesure à la redéfinition d'un horizon émancipateur mais il n'est qEt faut-il pour autant considérer que le changement de régime se fera par les armes ? Une rupture révolutionnaire ne peut s'envisager sans conflictualité, armée cela va s'en dire. Le rattrapage démocratique auquel souscrivent nombre de Gilets Jaunes relève d'un autre registre, celui d'une conception citoyenniste. Enfin, les exactions auxquelles se livre la police de l'État Français depuis le début du mouvement : mort, mutilations, blessures, intimidations, humiliations, menaces de viols, attouchements, etc ... tous ces faits relèvent de vieilles pratiques du maintien de l'ordre en temps de guerre, mais elle sont malheureusement courantes, ici, en temps de paix à l'égard de certaines fractions de la population. Depuis la lutte contre la « Loi travail » de la socialiste El Khomri, la partie jusque là épargnée de la population commence à le comprendre.

Il y a militarisation des pratiques policières, c'est indéniable, mais nous sommes loin de l'élimination des communards par l'armée française à coups de canons de marine ...

### Socialisme ou barbarie

C'est dans la lutte sociale, en conscience de nos intérêts communs et non sur des aspirations affinitaires, que la question des inégalités, des iniquités, de la réappropriation de nos vies trouvera son sens et une réponse. Préférer régler des rapports dominants / dominés, exploités / exploités, par scrutin à la majorité des voix, selon les règles d'un nouveau paragraphe d'une énième constitution de la République bourgeoise, c'est illusoire pour les tenants sincères du RIC... et malhonnête pour celles et ceux qui voient déjà plus loin dans un jeu politique auquel ils ou elles ne font que s'adapter. Quitte à adapter leurs stratégies à un contexte porteur d'un risque insurrectionnel incontrôlable, capable effectivement de construire l'émancipation réelle du... « Peuple ».

Boulogne-sur-mer, le 08/05/19  
Châpo et ajouts CJ Nantes

6) [resistance71.wordpress.com/tag/michel-bakounine-la-societe-collective/](https://resistance71.wordpress.com/tag/michel-bakounine-la-societe-collective/)

7) Rappelons les grèves au Mac Do en 2017, à la FNAC de 2016, chez Marks & Spencer en 2015, en 2014 au palace Royal Monceau juste à côté, au Virgin Mégastore en 2013 et 2012, au Quick en 2012 également.



# ZAD de NDDL: résistances rencontres, actions au programme!



## Répression

Les cinq personnes arrêtées le 21 janvier dernier (voir Courant Alternatif n°290) ont toutes été remises en liberté, sous contrôle judiciaire les éloignant de la ZAD pour 4 d'entre elles. On ne peut s'empêcher de rapprocher ces mesures d'éloignement (pour des personnes sensées avoir une activité agricole sur la zone!) avec les consignes du procureur de Paris qui, dans un tout autre domaine, indiquait aux parquets de conserver en garde à vue les manifestant-e-s Gilets Jaunes le plus longtemps possible, même sans charge retenue, pour les empêcher de retourner grossir les cortèges de rue. Bien sûr la solidarité envers les 5 doit continuer en attendant le procès (toute information sur le site de la ZAD).

Les deux militantes qui avaient ramené les milliers de douilles de grenades (voir photo) lancées sur la ZAD lors de l'expulsion du printemps 2018 par 2000 policiers et gendarmes, et qui les avaient déposées sur le parvis de la préfecture en « retour à l'envoyeur » (pour soutenir la conférence de presse simultanée de l'assemblée des blessés) avaient été relaxées par le tribunal en janvier dernier. Mais le parquet fait appel, elles passent en procès le 3 juin à 9h à Rennes pour avoir nettoyé le bocage des exploits militaires de Collomb!

Les gendarmes continuent leurs enquêtes et leurs descentes sur les lieux collectifs, toujours à la recherche d'un supposé service d'ordre interne. Quand on voit leurs exploits actuels dans les rues, entre les blessés, les gazés, les mutilés, on hésite sérieusement à confier sa sécurité à ces « professionnels » de la déontologie étatique, sensés nous protéger.

## Destruction du bocage

On se souvient des agriculteurs cumulards qui avaient accepté de renoncer aux terres convoitées par l'Etat pour le projet d'aéroport tout en continuant de les exploiter gratuitement, de toucher les aides PAC (via des COP, conventions d'occupation précaire) en attendant pendant des années des travaux jamais entamés. Ces agriculteurs s'étaient vu attribuer de nouvelles terres, hors ZAD, pour « compensation » par la Chambre d'Agriculture. On peut dire qu'ils ont bien profité de la lutte, mais ça ne suffisait pas! Il fallait conserver tous ces terrains...

Réunis dans l'AMELAZA (Association pour le Maintien d'Exploitations Légales sur l'Ancienne Zone Aéroportuaire !) elles ont eu gain de cause auprès du président PS du Conseil départemental, Grosvalet, sans que celui-ci ne leur fixe des baux à clause environnementale... Résultat, haies arrachées ou incendiées, parcelle traitée au glyphosate d'un bel orangé, vers l'est de la ZAD. Ce premier coup de semonce est un test et le bocage risque d'être liquidé par la frénésie productiviste, aéroport ou pas. Avec l'élection à la Chambre d'Agriculture annulée et reportée en automne, il ne faut pas trop compter sur la Conf 44 pour calmer le jeu d'ici là. Les mobilisations actuelles contre le changement climatique pourraient par contre attirer l'attention sur la nécessaire protection de cette zone verte qui ne coûte rien en comparaison des mesures plus délirantes les unes que les autres pour stocker les gaz à effet de serre, et qui rapportent gros à ceux qui savent s'y prendre du genre installation de méthaniseurs et autres usines à gaz.

## Prochaines initiatives

Les 5,6,7 juillet se déroulera le rassemblement « ZAD ENVIES » à l'initiative de NDDL *Poursuivre ensemble* et du collectif formé l'an dernier pour la première édition (programme sur [www.zadenvies.org](http://www.zadenvies.org)). Au programme, quatre grands forums sur **L'EXIL ET LES MIGRATIONS** à l'occasion de la venue du camp transfrontalier (Transborder Summer Camp, rencontres avec des voix d'Afrique, décolonialisme...); **LES LUTTES GLOBALES** (révolte des gilets jaunes, rencontres sur le pays basque et le G7 de Biarritz en août, mouvements de grèves climatiques et de rebellions contre l'extinction...); **LUTTES LOCALES** (surf park de Saint-Père en Retz, porcherie industrielle de Guemene Penfao, port de Brétignolles, contre l'abattage des haies NSE...), et **LES ENJEUX ACTUELS POUR L'AVENIR DE LA ZAD** (forêt, fonds de dotations, communs et propriété collective, luttes pour l'accès à la terre et rencontres paysannes, habitats hors-normes et protection du bocage...). Ces rencontres seront couronnées par deux soirs de bals et concerts, de diverses actions et accompagnées d'ateliers et balades dans le bocage. Plus d'infos sur <http://www.zadenvies.org/zad.nadir.org>.

Le Transborder Summer Camp « pour la liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux » se déroulera du 9 au 14 juillet, sur la ZAD en partie à l'Ambazada (inscriptions préalables nécessaires). Une première journée servirait à faire le point sur les collectifs présents, puis les trois jours suivants 11,12,13, à aborder des points « stratégiques » en petits groupes : luttes contre l'expulsion, situation aux frontières extérieures, liberté de mouvement dans le contexte social plus large en lien avec les luttes sur le travail, le logement ou le concept de ville solidaire - combiner fuite, migration et droit d'aller-. Enfin comme derniers exemples, les expériences d'auto-organisation, d'organisation « mixte » et de construction d'alliances peuvent être considérées comme des questions stratégiques structurelles...(1).

Diverses composantes de la ZAD appellent bien sûr à participer aux rencontres intergalactiques du 19 au 23 août, pour l'initiative au Pays Basque contre le G7 (voir ci-contre). À suivre.

Nantes, le 23 mai.

1) Pour plus d'infos lire ici: <https://lists.mur.at/pipermail/anar.wien/2019-February/000244.html>



# Pays Basque

## Le G7 et son monde mortifère ni à Biarritz, ni ailleurs (suite)

La plateforme G7 EZ/G7 Non (1) et la plate-forme hexagonale Alternatives G7 (2), de réunion en réunion, de contact en contact, continuent à préparer les différentes mobilisations qui auront lieu cet été au Pays basque, lors du sommet du G7 du 24 au 26 août à Biarritz. Cet article est une suite aux textes précédemment publiés dans Courant Alternatif de février et avril (numéros 288, 290) et met à jour les informations les plus récentes sur l'organisation du contre-sommet.

Les anti-G7 ont arrêté les dates du contre-sommet : il se déroulera à Hendaye/Irun, durant la semaine du 19 au 26 août.

Le lieu est encore problématique

Le lieu pose toujours problème, à moins de trois mois du sommet. C'est un point évidemment essentiel et il y a eu plusieurs rencontres et discussions avec les maires, le préfet et le sous-préfet, pour qu'il en soit trouvé un une bonne fois pour toutes. Mais il n'y a pas eu, à ce jour (19 mai) de réelle avancée sur le sujet à ce jour. Il en va de l'intérêt des autorités, en termes de "maintien de l'ordre" et de respect (formel) de "la liberté d'expression", de trouver un lieu pour le contre-sommet ; en cas de manquement, ce seront ces mêmes autorités qui devront assumer les problèmes de désorganisation que cela génèrera.

Les anti G7 ont refusé les lieux extérieurs au Pays Basque et très éloignés, tels que ceux proposés il y a quelque temps par les autorités (Dax-Landes, Orthez-Béarn). A présent, fatigués d'attendre, et même si "tout n'est pas calé à 100%", ils passent à la vitesse supérieure, parce qu'il y a urgence par souci d'organisation. Ils ont tranché : le contre-sommet sera à Hendaye/Irun (3).

Les deux plateformes, Pays Basque (CA n° 288) et hexagonale (CA n° 290), semblent sur la même longueur d'onde

et vont donc travailler ensemble. Le contre-sommet reprend le slogan : G7 Ez, euskal herritik beste mundu bat sortzen / Non au G7, pour un autre monde / No al G7, construyendo otro mundo / Against G7 building another world.

Un appel commun a été rendu public, le 16 mai, pour confirmer/annoncer le plus largement possible qu'il y aura un

jusqu'à la désobéissance.

Le 13 juillet, une grande manifestation est appelée à Biarritz.

Dans la semaine du 19 au 24 août :

- Deux villages sont envisagés. L'un avec campement pour l'hébergement ; un autre plus urbain dans la ville d'Hendaye avec plusieurs lieux d'échanges, de débats autour de "la défense et la



contre-sommet avec ses différentes déclinaisons (village, alter-sommet, manifestation) à Hendaye/Irun (cf. Encart 1 ci-dessous).

**Le programme est à affiner**

Début juin, sera lancé un appel local à une non collaboration avec le G7 allant

construction d'autres modèles pour un monde où justice sociale, solidarité et égalité sont des exigences et des réalités concrètes". Il s'agira d'espaces "agglutinants" (places publiques ou autres en centre-ville) où les collectifs qui veulent monter leur propres événements seront intégrés au contre-sommet. La semaine intergalactique (Encart 2) se

1- [www.g7ez.eus](http://www.g7ez.eus)  
- [info@g7ez.eus](mailto:info@g7ez.eus)  
Un compte facebook a été ouvert : <https://www.facebook.com/G7-NON-CEST-NON-341188540081017/>  
3 - A la mi-mai, le sous-préfet vient de proposer un terrain se situant aux limites des communes d'Urrugne et Hendaye...

### Encart 1: Appel commun des plateformes anti G7 Pays Basque et hexagonale

**CONTRE LE G7, POUR UN AUTRE MONDE ! REJOIGNEZ LES MOBILISATIONS DU 19 AU 26 AOÛT À HENDAYE-IRUN !**

Du 24 au 26 août, sept chefs d'Etats les plus riches de la planète (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada) se retrouvent à Biarritz, sous la présidence de la France. Ces sept puissances, de plus en plus autoritaires et bellicistes, se retrouveront pour perpé-

tuer un système au service des plus riches et des multinationales. Ces Etats mettent le feu à la planète, augmentant les inégalités et la pauvreté qu'ils ont générées et qu'ils entretiennent, détruisant le vivant et le climat, au mépris des droits humains fondamentaux.

Avec un cynisme à toute épreuve, ils déclarent se donner comme objectif la lutte contre les inégalités. Face à l'écran de fumée de leurs beaux discours, nous leur

opposerons l'urgence sociale et écologique.

Du 19 au 26 août, nous organisons un contre-sommet au Pays Basque. Nous y construirons des alternatives solidaires, écologiques, humaines, anti-racistes, décoloniales, féministes et anti-impérialistes.

Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre à Hendaye-Irun pour faire échec au G7 et construire un autre monde !



## G7

### Encart 2: Appel général pour la 3ème semaine intergalactique - Connectons les luttes

Pays Basque, du 19 au 26 août 2019 - L'équipe intergalactique.

(...) Pour sa troisième édition, la semaine intergalactique de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes s'exporte au contre sommet du G7. La perspective de savoir réunis tous les Macrons du monde dans une situation encore brûlante laisse imaginer l'ampleur que pourrait prendre un acte 41, le samedi 24 août, premier jour du G7. Car la révolte globale climatique, sociale, politique est en train de monter en puissance, avec une volonté de convergence.

Dans ce contexte, nous vous invitons à rejoindre la semaine intergalactique en amont du sommet, à partir du lundi 19 août à Hendaye et à Irun. Cette semaine intergalactique sera partie intégrante des rencontres organisées par les plateformes basque et hexagonales contre le G7, et c'est l'interconnexion des luttes qui en sera le sujet majeur, avec une invitation à tous les collectifs qui ici et là se battent sur des secteurs spécifiques à venir se retrouver, échanger, partager, confronter nos imaginaires et les enrichir d'autres expériences (...)

Une série de lectures, projections et récits nous plongera aussi dans la lutte basque et son histoire, pour en faire vivre la mémoire et en comprendre les enjeux actuels.

Il s'agit, avec l'organisation des mobilisations et des blocages contre ce G7, de franchir un nouveau pas dans la résistance et la construction de pratiques anticapitalistes.

Parce que le partage de nos vies et de nos rêves valent mieux que leur partage du monde, nous vous attendons nombreux et nombreuses sur place dès le 19

déroulera dans un de ces espaces, de même que l'Assemblée des assemblées des Gilets Jaunes si elle décide d'appeler au Pays basque.

- Des conférences et débats de l'altersommet, selon un programme construit conjointement par les plateformes du

rialisme et l'internationalisme et des relations internationales démilitarisées ; le pouvoir de décider démocratiquement de toute organisation de la vie en commun, la défense de la diversité culturelle et linguistique ainsi que le droit à l'autodétermination pour tous les

Sur la digue de l'estuaire de l'Adour un tag pour dire tout l'amour porté au G7...



Pays Basque et hexagonale, se tiendront dans un centre international de conférences situé à Irun (Ficoba).

Les thèmes choisis pour les conférences/témoignages sont au nombre de 7 (7 comme anti G7 et 7 provinces du Pays Basque) ; ils reprennent ceux de l'appel initial (cf. CA n° 288).

Les thématiques restent à affiner et seront communiquées en juin. Voici les grands axes : la rupture avec la logique capitaliste basée sur l'exploitation ; la fin du patriarcat et de la division sexuée du travail ; des actions contre le dérèglement climatique et en faveur de modes de vie respectant et préservant les écosystèmes ; un monde basé sur la solidarité entre les peuples, l'anti-impé-

peuples ; l'égalité réelle des populations soumises au racisme, les mêmes droits pour tous.les habitant.es de la planète ; les problématiques des migrations et des migrant.es.

Au programme construit en accord avec les plateformes pourront s'ajouter des activités proposées par des organisations, des collectifs, des mouvements... ; ces activités seront soit intégrées au programme, soit auto-organisées.

Du 24 au 26 août :

- Une manifestation unitaire est prévue le samedi 24 août, sûrement au départ d'Hendaye. Le préfet s'est inquiété de la présence d'un service d'ordre ; réponse lui a été faite qu'il y en aurait un

pour protéger les manifestant.es contre les violences policières.

- Le 25 août, un ou plusieurs rassemblements sont envisagés sur les places des mairies autour de Biarritz, pour le droit de manifester et contre la dérive autoritaire du gouvernement.

L'idée est aussi de lancer un appel général à bloquer/perturber "le G7 et son monde", ainsi que l'économie du Pays basque, durant toute la tenue du sommet, par des actions de désobéissance civile. Cependant cet objectif fait encore l'objet de vifs débats, voire de dissensions ; certaines organisations ne souhaitent participer ni à la manifestation ni aux actions de désobéissance, celles-ci ne seront vraisemblablement pas portées par la plateforme elle-même. La discussion se poursuit...

### Le thème récurrent de la violence

L'inconnue reste la politique sécuritaire et son évolution. Les gares de Bayonne et de Biarritz seront fermées un peu avant et pendant le G7 et la frontière pourrait l'être également. Le CRA (centre de rétention administrative) de Hendaye sera fermé tout le mois d'août et transformé en centre de détention provisoire. « La "menace" sera appréciée jusqu'au dernier moment » a déclaré le préfet, qui disait pourtant, dans le même temps, vouloir alléger les contrôles à la frontière.... Déjà, en mai, la "zone rouge" de Biarritz, dans laquelle toute circulation sera interdite, a été étendue, soit 90 commerces impactés de plus. Rappelons que 15000 forces de l'ordre seront mobilisées. La préfecture cherche à entretenir le plus longtemps possible le contact avec les membres de la plateforme antiG7 Pays Basque, multipliant les rendez-vous avec eux, jouant avec le temps et les échéances, son objectif étant de maîtriser et canaliser les opposant.es au G7. Personne ne se fait d'illusion. Le préfet fait étalage de sa "bonne volonté" pour chercher des "solutions" à l'organisation d'un contre-sommet pourvu qu'il soit éloigné de la zone de Biarritz, dans des espaces précis, confinés et contrôlés, pour des activités pacifiques se cantonnant à des débats et des conférences. La crainte des autorités n'est pas dans ces programmes de débats et autres, mais dans les actions et manifestations éventuelles. Et tout le monde est conscient que, jusqu'au dernier moment, le préfet peut annuler toute autorisation.

La presse locale relate deux sortes de réactions et d'inquiétudes. D'une part, elle rend compte des avis diversifiés des commerçants en zones touristiques ainsi que ... des soucis des infirmières libérales. Les commerçants réagissent évidemment selon leur statut. Les hôteliers de luxe se réjouissent du G7 : il en est ainsi des tenanciers de l'hôtel Wind-







#### Encart 4 Un pré-G7 sur l'Environnement, à Metz, les 5 et 6 mai. Toujours une affaire de "com"!

Dans la série des "inégalités" que le G7 de 2019 prétend combattre (!), il y a "Lutter contre les inégalités par la protection de la biodiversité et du climat".

Lors de cette session thématique devant servir à préparer le G7 «classique», prévu à Biarritz fin août, Macron entendait travailler son leadership en peaufinant, entre autres, le profil de bon élève de l'environnement qu'il cherche à se créer depuis son élection.

Une occasion à ne pas manquer : c'est peu de jours après que le groupe d'experts de l'ONU sur la biodiversité (IPBES) rendait public son rapport (un million d'espèces animales et végétales sont menacées d'extinction et le déclin de la nature ne pourra être enrayer sans des changements majeurs de société) que le G7 de l'environnement s'est achevé le 6 mai à Metz, dans une ville en état de siège.

Le commissaire européen à l'Environnement, les ministres de l'Environnement des 7 plus grandes puissances économiques mondiales, les plus riches et les plus polluantes, ainsi que ceux de 9 pays invités (Mexique, Chili, Niger, Gabon, Egypte, Inde, Indonésie, îles Fidji, Norvège), ont signé ensemble une "Charte pour la biodiversité". Avec, toutefois, un paragraphe spécifique pour marquer les positions trumpiennes qui indique que « les Etats-Unis réitérent leur intention de se retirer de l'Accord de Paris sur le climat »...

Deux jours pour aboutir à cette charte non contraignante, sans la moindre trace d'objectif précis ou chiffré, uniquement composée de grands principes creux : "Accélérer et intensifier nos efforts pour mettre fin à la perte de biodiversité, valoriser, conserver, restaurer et utiliser judicieusement la biodiversité, en maintenant une planète en bonne santé et en procurant des avantages essentiels pour tous"... Des Etats qui se disent prêts à faire des efforts financiers en termes d'investissement "vers des projets qui permettent de sauver la nature", mais avec de "l'argent privé" (B. Poirson, secrétaire d'Etat auprès de de Rugy).

De plus les objectifs de cette charte ne seront présentés que lors de la COP 15 qui aura lieu en octobre 2020 en Chine et qui doit fixer un agenda pour protéger la biodiversité dans les années à venir... alors qu'est patent l'échec à remplir les engagements pour 2011-2020.....

Le 4 mai à Metz, une marche internationale pour la justice écologique et sociale, sous haute surveillance policière, a rassemblé plus de 4500 de personnes, Alter-G7 (collectif d'une quarantaine d'associations environnementales et citoyennes de différents horizons et pays - France, Allemagne, Luxembourg et Belgique -) et Gilets jaunes confondus, et ce sont ces derniers qui se sont fait le plus entendre, les manifestants venus marcher pour le climat ayant été relégués en fin de cortège. Ce sont les GJ également, alors que la manifestation était dissoute, qui ont pris la direction de l'autoroute A31 avec l'objectif de la bloquer.

Le lendemain, une cinquantaine des membres du collectif Alter G7 ont mimé une scène d'"écocide" pour dénoncer la mascarade du G7 Environnement ; une saynète très gentille...

sor, quatre étoiles, situé sur la grande plage de Biarritz et donc dans la zone de sécurité renforcée, qui titre sur son blog : "Le G7 à Biarritz, un évènement exceptionnel pour une région d'exception." " Un évènement d'une telle envergure est un coup de projecteur hors norme, et permet des bénéfices en matière d'attraction, de renommée, et de notoriété". Les commerçants plus modestes, eux, craignent pour leur chiffre d'affaires et doutent fortement des compensations financières qu'on leur promet ultérieurement. Les inquiétudes concernent jusqu'aux commerçants des zones côtières des Landes. Quant aux infirmières, elles regrettent le manque d'information, voire de responsabilité des autorités concernant leur activité, vitale pour de nombreux patients. Il leur faudra aller de domicile à domicile à pied, en zone rouge interdite à tout véhicule, et la zone bleue sera surchargée de véhicules en stationnement, ce qui va considérablement leur compliquer la tâche.

D'autre part, les journaux se font l'écho des préoccupations des autorités et, au vu des mouvements de contestation intense de ces derniers mois dans l'Etat français, posent de nombreuses questions sur les éventuels « débordements », les « éléments infiltrés », etc., quitte à en rajouter dans le discours parano sur le supposé déchaînement de violence ; discours qui vise à justifier l'occupation policière et la restrictions des libertés tout autant qu'à distiller la peur pour dissuader les gens de venir participer aux mobilisations.

#### Un rappel des objectifs

Aussi la plateforme anti G7 rappelle-t-elle les modes d'intervention que ses signataires ont définis : bataille des idées, mobilisations de masse et désobéissance civile. Ce qui laisse entendre que l'organisation d'actions violentes délibérées (tout en sachant que leur définition reste toujours sujet à débat...) ne fait pas partie de ses moyens d'actions. Elle rappelle que la violence vient souvent de la présence massive et agressive de la police, de ses tactiques de maintien de l'ordre. Elle a aussi décidé de ne pas prendre position sur les actions organisées par d'autres, laissant chaque mouvement ou organisation libre de sa propre communication. De plus, elle tient à se démarquer du discours dominant qui focalise tout sur les violences potentielles des manifestants.

Un des objectifs de l'anti G7 est de dénoncer l'opération de "com", indécente et provocatrice, des dominants de ce monde, et plus particulièrement de Macron, pour masquer le système qu'ils servent, fait d'exploitation, d'oppression et de destructions massives. Il s'agit de mettre en évidence l'énormité des moyens consacrés aux trois jours du G7 pour des résultats nuls ou de pure forme

#### Encart 3 Le G7 une seconde fois parodié par le G7 Fan club

Le 11 mai à Biarritz, les faux amis du G7, le G7 Fan Club, a à nouveau mis en scène (suite à un premier épisode en février - CA n° 287), sur un mode ironique, les grandes puissances mondiales du G7 et leurs valets locaux. Le rendez-vous était fixé sur le parvis du casino, à l'endroit même où, chaque samedi, le Point info G7 est tenu par la municipalité pour renseigner le public sur les formalités à remplir en vue de la mise en état de siège de la ville fin août.

Pour le G7 fan club, il s'agissait encore une fois de parodier les discours officiels ; et pour cela il suffisait de puiser dedans tant ils font un éloge enthousiaste du G7 et de ses bienfaits. Puis, il y a eu un défilé avec les gilets jaunes dans les rues de la ville. Ces derniers ont décidé de revenir dire leur colère tous les samedis du mois de mai dans cette ville où s'étaient richesse et luxe.

(Encart 4) (comment expliquer l'utilité de ce caprice des riches dans un contexte social aussi tendu ?), de recentrer le débat sur les responsabilités des dirigeants du G7 dans les problèmes de la planète ; de rappeler la violence structurelle du rouleau compresseur néolibéral capitaliste ; de dénoncer la violence policière contre les personnes, beaucoup plus grave que les dégâts matériels provoqués par les manifestants, etc..

#### Dernière minute

Le 17 mai, tandis que son épouse faisait des emplettes en Pays Basque intérieur et préparait des visites touristiques aoûtiniennes pour les conjointes des grands de ce monde (4), Macron est venu, impromptu, faire un petit tour à Biarritz, dans une ville barricadée ... pour un seul homme ! Le président souhaitait prendre la température auprès de quelques élus triés sur le volet, parler sécurité et visiter les infrastructures qui doivent l'accueillir lui et ses puissants hôtes. Le G7, c'est un petit groupe de dirigeants et de nantis qui va se retrouver dans le luxe de Biarritz ... pour parler inégalités.

Plusieurs Gilets jaunes ont essayé de s'approcher du lieu, mais ils ont immédiatement été éloignés par les forces de l'ordre, en nombre très important (à lui seul Macron mobilise 13 à 15 compagnies de CRS ou de GM, quand Sarkozy n'en mobilisait «que» 10 - article du Canard du 22 mai ndcj). Un rassemblement, appelé au pied levé par le collectif anti-G7 n'a pu accéder à la place centrale qu'après le départ de Macron.

Pays Basque, 19 mai



4 - Une conception exemplaire de l'égalité homme-femme et de la remise en cause de la division des tâches !

Une pancarte «Non au G7» devant le palais où le sommet se déroulera





## Rencontres OCL

# RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY

organisées par l'OCL  
du 16 au 23 juillet 2019 inclus

Les rencontres que l'Organisation communiste libertaire (OCL) propose chaque été se dérouleront cette année encore – du mardi 16 au mardi 23 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors et à une heure de Toulouse.

Ces rencontres sont ouvertes à toutes les personnes que les discussions programmées intéressent ; nous souhaitons qu'elles soient un espace de dialogue, d'échanges formels et informels sur nos investissements militants. Les débats auront lieu comme d'habitude le soir et certains après-midi, mais il sera possible de proposer et organiser d'autres discussions afin de partager une expérience ou de présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, La Maison carrée, situé à Lauzeral, sur la commune de Vazerac, et bénéficierons de ses installations pour collectivités. Il y aura également là des tables de

presse ainsi qu'une vidéothèque composée de films sur des luttes d'hier et d'aujourd'hui.

Le mode de vie quotidienne et la gestion de ces rencontres demeurent inchangés : confection des repas et ménage sont assurés par des équipes qui changent chaque jour ; et les tarifs pour la nourriture et la participation aux frais de location des lieux sont échelonnés, selon les revenus, par tranches de 100 euros (il sera demandé 5,5 euros par jour pour les revenus inférieurs à 500 euros/mois, 6,50 euros pour les revenus entre 500 et 600 euros, etc. – et 5 euros par jour pour les enfants).

Afin de faciliter la confection des repas et votre accueil, nous vous demandons de nous prévenir de votre arrivée en téléphonant au **06-41-42-00-06** au moins vingt-quatre heures à l'avance. Si vous arrivez en train, on peut venir vous chercher à la gare de Montauban.

A bientôt !

### MARDI 16 JUILLET

#### • 21 heures : Bilan du mouvement des gilets jaunes et perspectives pour les futures luttes sociales (première partie)

Le mouvement des gilets jaunes a fait ressortir de façon spectaculaire les changements intervenus dans le salariat en France ces dernières décennies. Il a également montré la profondeur du fossé qui s'est creusé entre une masse grandissante de prolétaires – travaillant sous des contrats précaires de toutes sortes, avec des périodes de chômage en alternance, et fréquemment relégué-e-s dans des zones rurales et périurbaines actuellement en déshérence – et les partis et syndicats de gauche, mais aussi d'extrême gauche. Il importe, après avoir confronté nos engagements dans ce mouvement et nos analyses le concernant, d'en tirer les leçons, alors que la situation sociale s'aggrave et que l'Etat, loin de lâcher sur quoi que ce soit, ne joue plus que les cartes de la répression et des élections.

### MERCREDI 17

#### • 21 heures : Bilan du mouvement des gilets jaunes et perspectives pour les futures luttes sociales (seconde partie)

### JEUDI 18

#### • 16 heures : La solidarité contre la répression. Que faire par rapport à l'institution judiciaire ?

L'abandon d'une critique radicale des thématiques du droit, de la justice et de la prison par les mouvements sociaux a permis aux différents pouvoirs d'avancer sans limites en nous faisant croire que la sécurité était synonyme de liberté. Il faut toujours rappeler que le droit garantit l'ordre social et la propriété privée plutôt que le bien commun et l'intérêt général, et qu'avant tout ce sont les dépossédés qui se retrouvent derrière les barreaux. Les quartiers populaires (réservoir d'ouvriers, de précaires et de chômeurs...) où vivent les populations les plus vulnérables et exploitées ont été des lieux d'expérimentation des techniques de maintien de l'ordre et d'enfermement. C'est de ces labo-

ratoires de la répression que sont sorties les innovations qui se sont généralisées, et élargies aux classes moyennes, syndicalistes, manifestants... Autant la critique de la police est de plus en plus partagée, autant l'institution judiciaire et son corollaire, la prison, restent une zone d'ombre où notre solidarité et notre sagacité se sont trop peu exprimées.

#### • 21 heures : La politique macronienne : état des lieux

Après s'être présenté en 2017 comme « ni de droite ni de gauche », Macron – énarque, banquier et ex-ministre d'un gouvernement socialiste – a largement prouvé que, loin d'incarner un quelconque renouveau politique, il avait été choisi pour servir au mieux les intérêts du patronat et s'y employait activement, mieux encore que tous ses prédécesseurs. Les réformes qu'il a entreprises avec une belle frénésie dans tout le secteur public ne pourront que faire progresser la précarité et aller vers une uberisation généralisée du travail. Il applique en effet au « monde social » – la santé, l'école, la fonction publique... et bientôt l'assurance chômage ou les retraites – les techniques et la rhétorique du management privé (normes, standards de gestion, notations), au nom de la « modernité » et de l'« efficacité ». Les institutions actuellement en cours de délitement étaient déjà fort critiquables, notamment par leur recherche d'une rentabilité plutôt que d'un vrai « service public ». Mais maintenant, à l'hôpital, dans les Ehpad, les activités sociales ou culturelles, il ne s'agit plus que d'être « performant ».

### VENDREDI 19

#### • 16 heures : A l'heure de la réforme Blanquer, où en est la critique de l'école et de la fonction d'enseignant-e ?

Les réflexions et les mouvements autour de la question de l'école font depuis longtemps déjà l'impasse sur une critique radicale de l'école – contrairement à ce que pouvaient raconter en 1971 Christian Baudelot et Roger Establet dans L'École capitaliste en France, ou Paul Willis dans L'École des ouvriers en 2011. Tout ce qui est produit aujourd'hui tourne autour de la défense du « service public », l'école étant

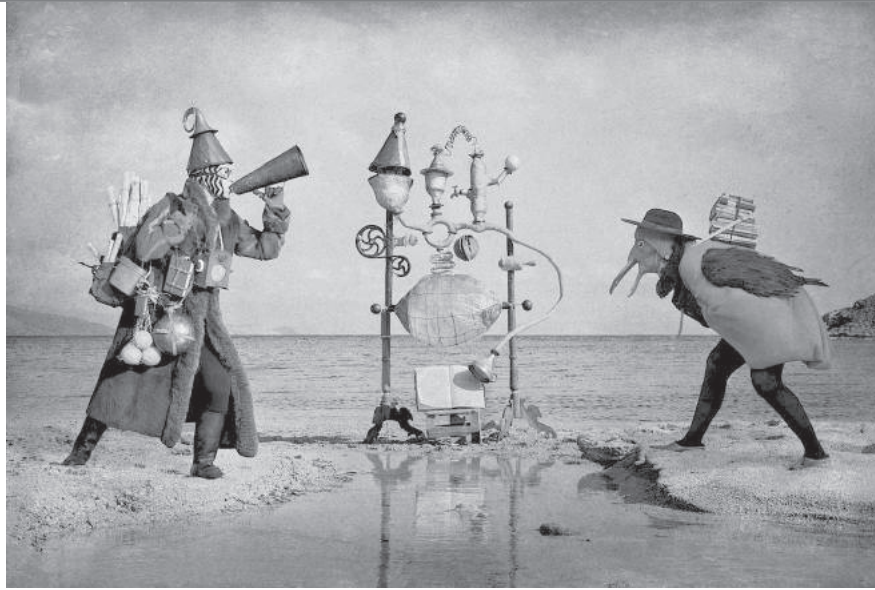
présentée comme le dernier espace de ce fameux service dans les zones reléguées, pour se réduire ensuite à la question des moyens – postes, matériel, locaux, remplacements – ou, au mieux, à la dénonciation du management et d'une montée de l'autoritarisme. Les courants qui critiquent l'école en reviennent toujours à des « méthodes », « techniques » ou « pratiques » autres, bref à des histoires de pédagogie traduisant plus un moyen de survivre en milieu hostile qu'une critique offensive de l'école. Et de même pour le rôle des enseignant-e-s – la dégradation de leurs conditions de travail ne devrait pourtant pas empêcher que l'on porte un regard critique sur leur fonction.

Cependant, si on ne doit pas mythifier un service public ambigu, on assiste à un véritable tournant, que ce soit pour les écoles ou les hôpitaux. L'attaque très brutale actuelle contre ces services publics correspond à une dégradation très brutale du rapport de forces. Les fonctions économique et idéologique de l'école changent, et pas en mieux. Le statut social des enseignants évolue. Comment analyser les luttes qui se sont passées cette année ? L'éducation nationale a été pour le moins secouée par des mouvements de lutte importants, aux méthodes un peu nouvelles pour cette profession, le tout dans un silence médiatique et une propagande impressionnantes. Se pose aussi la question de quel type d'intervention nous pouvons avoir dans ces luttes.

#### • 21 heures : Quelle situation politico-sociale en France après les européennes ?

Cela fait maintenant plus d'une dizaine d'années que l'abstention grandit progressivement. Nous ne sommes plus dans le cas de figure d'un désintérêt de la chose publique ou d'une incapacité à aller voter, mais bien d'un rejet des politiciens faisant du pouvoir un exercice illégitime, et qui ne représentent globalement qu'une petite minorité de la population. C'est une désertion volontaire qui n'empêche pas l'émergence de mouvements hors norme en ce qu'ils échappent aux institutions intermédiaires classiques, partis et syndicats, de Nuit debout au mouvement des gilets jaunes ou contre la loi travail. Bien entendu, ces mouvements sont très différents et ne sont pas l'ex-





pression d'une seule et même classe unie. Mais, avec le recul, ils apparaissent comme des tentatives pour réoccuper les espaces laissés vacants...

La conflictualité sociale qui a redémarré vers 1995 s'est accompagnée d'un lent déclin des syndicats (en particulier de la CGT) que la création des SUD n'a pas enravé.

Ces éléments sont à considérer pour le meilleur comme pour le pire. Le pire serait que ces espaces libérés ne se comblent que de passivité et de résignation, voire de simple haine, ce qui ne serait bénéfique qu'au patronat et à l'extrême droite. Le meilleur serait qu'ils soient réoccupés, grâce au renouveau de ces nouveaux mouvements, par une conflictualité accrue avec l'Etat et le patronat et une bonne dose d'auto-organisation.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si la désertion électorale va se poursuivre ou si, malheur !, le reflux s'amorce. Nous ne savons pas non plus ce que va devenir la vague Gilets jaunes, disparaître ou rebondir sous une autre forme. Nous y verrons sans doute un peu plus clair cet été aux rencontres.

### SAMEDI 20

#### • 16 heures : Algérie : une tragédie programmée ?

Aujourd'hui, un immense sursaut prérévolutionnaire est en cours. Un exemple sans faute, dirions-nous. A l'instar des pays voisins : immensément riches de leurs ressources pour la plupart, plusieurs crises les traversent néanmoins. La plus profonde est incroyablement existentielle. « Pourquoi je vis ? » « Je ne sais pas d'où je viens. » « Je ne sais plus qui je suis. » Un véritable cri de détresse des jeunes dépossédés de leur quotidien, et dont l'espoir repose de plus en plus sur la solidité du rafiôt pouvant les amener à l'autre bord de la Méditerranée. Le mouvement est-il en train de transcender ces interrogations ? Il est encore trop tôt pour trancher.

#### • 21 heures : Le contre-sommet du G7 au Pays Basque, du 19 au 26 août

Cette année, du 24 au 26 août, la ville de Biarritz sera le théâtre d'un rendez-vous des plus sinistres : celui du G7, sommet mondial des pays

les plus riches, symbole de la domination des puissances occidentales.

Un sommet organisé par un Président français qui a été fortement secoué par un mouvement de contestation populaire qu'il n'a pas réussi à mater malgré ses bataillons de flics.

Un sommet qui a pour fil directeur « la lutte contre les inégalités » (!), alors que les gouvernants servent les intérêts d'un système capitaliste et impérialiste basé sur l'exploitation, la répression, la destruction des humains et de l'environnement.

Un sommet qui aura lieu au Pays Basque, territoire où sont nombreuses et bien ancrées les résistances à l'exploitation capitaliste et à la domination étatique, les solidarités et la volonté de construire un autre monde.

Des articles sont parus cette année dans Courant alternatif pour suivre le cheminement de l'organisation d'un contre-sommet au Pays Basque. Un point sera fait sur les diverses mobilisations prévues, du 19 au 26 août, à Hendaye/Irun ou à Urrugne, auxquelles sont conviés les collectifs en lutte venus d'ici et d'ailleurs.

### DIMANCHE 21

#### • 21 heures : La solidarité par rapport aux migrant-e-s - avec en introduction la projection de Colis suspect, réalisé par Rosa Pérez Masdeu et Sofia Catala Vidal

Ce documentaire d'une heure quinze minutes pose la question « Qu'y a-t-il derrière la forteresse Europe ? ». Il se penche sur l'instrumentalisation du discours antiterroriste pour comprendre qui bénéficie, politiquement et économiquement, de la fermeture des frontières de l'Union européenne, et il mène l'enquête sur le business de la sécurité...

### LUNDI 22

#### • 16 heures : Israël, laboratoire de l'enfermement, de la répression et de la surveillance des populations réputées dangereuses. Israël, pointe avancée du fascisme qui vient

Après les élections israéliennes, plus de doute : une large partie de la population est pour le colonialisme et l'apartheid. Israël est l'Etat rêvé de

tous les dirigeants du monde. Les méthodes de cet Etat et de Trump piétinent sans dissimulation ce qui pouvait rester de principes et de textes affirmant que les êtres humains "naissent libres et égaux". Pour les Palestiniens, tout espoir que des Etats leur viennent en aide s'est écroulé, avec l'alliance décomplexée entre de nombreux Etats arabes (avec à leur tête l'Arabie Saoudite) et Israël. Reste, dans un contexte très difficile, leur capacité à maintenir debout leur société et à espérer que la solidarité des sociétés civiles mondiales change un jour le rapport de force.

#### • 21 heures : Un bilan des luttes sur l'aménagement du territoire - leur évolution depuis nos échanges de l'an dernier sur le sujet

Depuis plus de onze ans, la lutte contre les Centres Parcs et le monde qui a pu les envisager continue. Où en est-elle aujourd'hui dans le contexte particulier d'un mouvement contestataire plus général qui ne partage pas les mêmes perspectives ? Cette discussion sera élargie à d'autres luttes, comme celles de Bure et de Notre-Dame-des-Landes, par des camarades qui y sont ou y ont été investi-e-s, pour en faire le point.

### MARDI 23

#### • 21 heures : La montée des régimes autoritaires en Europe

Souverainiste, populiste, nationaliste, patriotique... autant de mots pour qualifier les mouvements d'extrême droite qui actuellement gouvernent seuls dans trois pays de l'Union européenne - la Hongrie, la Pologne et la Croatie -, font partie d'une alliance gouvernementale dans cinq (dont l'Italie), ou influencent l'opposition et le pouvoir dans quatre (dont la France). L'obsession sécuritaire et le repli identitaire sont le fonds de commerce de ces mouvements qui surfent sur la peur de populations vieillissantes en Europe. Nous ne sommes certes plus dans les années 1920-1930, où le fascisme s'y est particulièrement développé, mais comment peut-on contrer sur le terrain social cette montée des idées et pratiques d'extrême droite qui visent aujourd'hui en premier lieu les migrants et les musulmans ?





# Antisémitisme, antisionisme. La confusion entretenue. (suite)

Nous publions ce mois-ci la seconde partie (première partie dans le numéro précédent de CA) d'un texte de Pierre Stambul qui nous montre comment s'est construite dans l'Histoire la confusion entre antisémitisme et antisionisme qui sert de socle aux dirigeants

de «l'Etat juif» pour renvoyer aux oubliettes toute critique d'Israël. Une confusion sur laquelle s'appuient, hors d'Israël, les bonnes âmes qui veulent criminaliser les campagnes de boycott du pays et discréditer tout soutien à la résistance palestinienne.

## Le génocide nazi

Dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les Juifs du monde entier se mobilisent contre le nazisme. Ils seront nombreux à s'engager pendant la guerre d'Espagne. Pourtant en 1933, les sionistes signent avec les autorités nazies les accords de Haavara (= transfert) qui permettent aux Juifs allemands de partir en Palestine avec leurs biens. Il y a des contreparties : qu'il n'y ait aucun boycott de l'Allemagne et que le Yichouv consomme les produits allemands. Cet accord durera jusqu'en 1939.

Il ne peut y avoir aucun doute sur l'ampleur du génocide nazi. Entre la « Shoah par balles » menée par les Einsatzgruppen et les camps d'extermination, il y a bien eu 6 000 000 de Juifs exterminés. Quand Nétanyahou déclare qu'Hitler ne voulait pas tuer les Juifs et que c'est le grand Mufti de Jérusalem qui lui a soufflé l'idée, c'est une déclaration révisionniste (même si effectivement le mufti a été un collabo).

Il y a eu, dans l'Europe occupée une résistance juive, mais elle a été essentiellement communiste, bundiste et par-

fois sioniste. Quand les dirigeants israéliens évoquent aujourd'hui la révolte du ghetto de Varsovie, ils omettent volontairement de parler du bundiste Marek Edelman (commandant en second de l'insurrection), resté antisioniste jusqu'à sa mort (2009).

Les dirigeants sionistes du Yichouv, pendant l'extermination, ont continué de privilégier la construction d'un État juif sur toute autre considération. Pire, les révisionnistes qui avaient créé en 1937 un groupe terroriste, l'Irgoun (dirigé par Menahem Begin), ont déclaré la guerre à la Grande-Bretagne en 1939 quand celle-ci a fait cesser l'immigration juive en Palestine. Issu de l'Irgoun, le groupe Stern a continué d'assassiner des soldats britanniques jusqu'en 1944 et a même fait des offres de collaboration aux Nazis. Ce qui n'a pas empêché son dirigeant, Yitzhak Shamir, d'être Premier ministre d'Israël dans les années 1980-90. Pourquoi ne dit-on jamais qu'Israël a eu un Premier ministre collabo ?

Après la chute du nazisme, l'Europe va se débarrasser de sa responsabilité

majeure dans l'antisémitisme et le génocide sur le dos des Palestiniens. Pour les rescapés, les puissances victorieuses n'ont offert qu'une seule destination possible : la Palestine mandataire. Ces rescapés vont jouer, souvent malgré eux, un rôle majeur dans la création de l'État d'Israël. Ils seront néanmoins fort mal accueillis. Les sionistes opposaient leur prétendue résignation face à la chambre à gaz au courage du soldat israélien combattant les Arabes.

## La Nakba et le consensus mondial pour la création d'Israël

En 1988, l'ouverture des archives israéliennes a permis de confirmer ce que les Palestiniens avaient toujours dit : le nettoyage ethnique (Nakba = catastrophe) était prémédité et il a été accompagné de nombreux crimes de guerre, celui de Deir Yassin étant loin d'être un cas unique. Environ 800 000 Palestiniens ont été chassés de chez eux. Les troupes sionistes connaissaient parfaitement les villages palestiniens. L'aviation et les exécutions sommaires ont joué un grand rôle. Le plan Daleth (la lettre D en hébreu) prévoyait une expulsion totale. Ceux qui ont pu rester sont quelque part des miraculés. La propagande sioniste affirme régulièrement que « les Arabes sont partis d'eux-mêmes » et que leur « armée est la plus morale du monde », ce qui est une forme de négationnisme absolu. Elle agite régulièrement la menace que les Juifs soient jetés à la mer. En 1948, les Palestiniens ont été jetés à la mer par dizaines de milliers à Jaffa, Haïfa, Ashkelon, Saint-Jean d'Accre ...

La communauté internationale a une responsabilité énorme. Les deux nouvelles super puissances, les États-Unis et l'URSS, ont permis le vote du plan de partage de novembre 1947 à l'ONU (avec même « achat » de quelques votes). Ce plan donnait 54 % du territoire au futur État juif alors que ceux-ci ne formaient qu'un tiers de la population. Aussitôt, la guerre éclate. L'embargo sur les armes fonctionne mais pas pour Israël qui recevra des armes, notamment venues des pays « communistes ». Dans le futur

Jaffa 1948: les habitants partent, poussés par la peur des troupes sionistes



État juif, il y avait 400 000 Palestiniens. La quasi-totalité d'entre eux seront expulsés avant l'entrée en guerre des pays arabes voisins.

Dans cette deuxième phase de la guerre qui commence le 15 mai 1948, le déséquilibre des forces est clair, d'autant que chaque pays arabe se bat pour ses propres intérêts. Quand il y a l'armistice, les sionistes ont conquis 78 % de la Palestine, mais il n'y aura pas d'État palestinien, la Jordanie et l'Égypte annexant ce qui n'a pas été conquis.

L'ONU vote fin 1948 la résolution 194 exigeant le retour des réfugiés palestiniens. Que fait Israël ? Le nouvel État interdit ce retour. Il entreprend la destruction systématique des villages palestiniens, s'empare des terres et efface les noms arabes des lieux. Israël est pourtant admis à l'ONU avec la mention « qu'il respecte le droit international ».

Les destructions de villages et les expulsions se poursuivront pendant des années. Les « Arabes » qui ont échappé à l'expulsion vivront sous couvre-feu jusqu'en 1966.

Les sionistes s'insurgent régulièrement en disant que la « légitimité » d'Israël est indiscutable. La Nakba n'est pas et ne sera jamais légitime.

### L'antisémitisme après la deuxième guerre mondiale

La défaite du troisième Reich n'a pas signifié celle des idées brunes. L'antisémitisme n'a pas disparu. Il réapparaît vite dans les pays de l'Est où, à chaque purge dans les années 1950, ce sont les dirigeants juifs qui sont éliminés en premier, accusés de « cosmopolitisme » ou de « sionisme ». Dès lors, les Juifs d'Europe orientale, qui avaient cru au communisme, aspireront à partir et ils le feront dès que ce sera possible. Ce sera massif à la chute de l'URSS.

En France, les nostalgiques du régime de Vichy relèveront vite la tête et des journaux ouvertement antisémites présenteront cette extrême droite : Rivarol, Minute. Le mouvement poujadiste aura aussi des relents antisémites. Mais curieusement, va aussi apparaître un antisémitisme « de gauche », voire « d'extrême gauche ». C'est Paul Rassinier, ancien déporté à Buchenwald, député SFIO puis prétendument libertaire (avant d'être démasqué), qui lancera ce courant en mettant en doute l'existence de la solution finale. Ce révisionnisme sera alimenté plus tard par une librairie du quartier latin, anciennement d'extrême gauche : la Vieille Taupe.

La propagande sioniste affirme aujourd'hui que les violences contre les Juifs en France viennent des « quartiers » (« perdus de la république » pour reprendre les termes utilisés) et des musulmans. Avant l'importation d'un terrorisme lié à Al Qaida ou à l'État islamique, les manifestations antisémites

en France ont essentiellement été liées à l'extrême droite (cimetières de Carpentras, déclarations de Le Pen sur le point de détail de l'histoire...). Aujourd'hui, Soral et Dieudonné font un très sale boulot en reprenant le thème « juif = sioniste ». Il y a urgence à démonter cet essentialisme meurtrier qui alimente toutes les formes de racisme et de complotisme.

En Israël, les vainqueurs de la guerre de 1948 se retrouvent dans un pays sous-peuplé et sans prolétariat. Tout va être utilisé pour vider le monde arabomusulman de ses Juifs misrahim (orientaux) ou séfarades (descendants des Juifs chassés d'Espagne). Il n'y avait pas de tradition de violences antijuives dans ces pays. Des bombes font sauter plusieurs synagogues à Bagdad vers 1950 et la grande majorité des Juifs irakiens partent en Israël. En 2003, un ancien agent du Mossad (Ben Porat) confirme ce que les historiens savaient : l'origine israélienne de ces attentats. Au Yémen, les Juifs étaient des Arabes judaïsés il y a plus de 2 000 ans. Selon leurs croyances, le Messie viendrait les chercher sur ses ailes. Les sionistes sont venus en avion et la communauté a disparu. Au Maroc où 5 % de la population était juive, le sultan s'était opposé à ce que les Juifs portent l'étoile jaune malgré les ordres du régime de Vichy. Une campagne intensive de propagande de l'Agence Juive va vider le Maroc de ses Juifs. Dans plusieurs villes ou villages, il y a aura des manifestations pour qu'ils ne partent pas. En Égypte, en Syrie ou au Liban, les guerres menées par Israël n'ont laissé aucune chance pour que les communautés juives restent. Ces Juifs orientaux connaîtront vite un autre aspect du sionisme : le racisme et les discriminations à l'intérieur de la société juive israélienne. Et l'obligation de se débarrasser de leur « arabité ». La situation sera encore pire pour Juifs éthiopiens qui sont noirs.

Il faut donc comprendre que le projet principal du sionisme n'est pas de protéger les Juifs contre l'antisémitisme. Il est de les faire partir en Israël. En ce sens, antisémites et sionistes partagent le même projet de séparation. Chaque acte d'antisémitisme, n'importe où sur la planète, a provoqué une nouvelle vague d'émigration. L'antisémitisme n'est pas seulement criminel, comme toutes les autres formes de racisme : les antisémites qui se disent pro palestiniens commettent des actes qui favorisent la colonisation sioniste. Ça a été le cas quand Ahmadinejad a organisé une « conférence sur l'holocauste » à Téhéran avec le ban et l'arrière ban de tous les négationnistes.

Aujourd'hui, les dirigeants israéliens n'ont plus aucun complexe à s'afficher avec tout ce que le monde compte de ra-

cistes et de fascistes : Trump et ses Chrétiens sionistes, Bolsonaro, Salvini, Orban qui réhabilite le régime du Maréchal Horthy, responsable de l'extermination des Juifs hongrois, les dirigeants polonais qui interdisent par la loi qu'on rappelle la complicité de certains Polonais pendant le génocide, le parti néo-nazi autrichien qui compte six ministres, les partis baltes qui organisent régulièrement des défilés d'anciens des Waffen SS... Cette extrême droite reprend la tradition historique des années 1900 où les dirigeants européens antisémites approuvaient ces sionistes qui allaient les débarrasser de leurs Juifs et conquérir le Proche-Orient.

C'est avec ces gens-là que Macron et d'autres dirigeants occidentaux confondent sciemment antisémitisme et antisémitisme.

### De « l'État juif » à l'apartheid décomplexé.

Les sionistes disent qu'Israël est un État juif et démocratique. Et que c'est la seule démocratie du Proche-Orient.

Juif et démocratique, c'est un oxymore. Dans un État juif, la terre est juive. Les Juifs en possédaient 8 % à la veille de la guerre de 1948, ils en auront 92 % après et 97 % aujourd'hui (dans les frontières d'avant 1967). Sur la carte d'identité, pour les non Juifs, est apposée la mention « musulman », « chrétien », « druze », « bédouin » mais surtout pas palestinien. L'ancienne dirigeante Golda Meir avait expliqué que les Palestiniens, ça n'existe pas.

C'est la définition religieuse qui sera adoptée pour savoir qui est juif/ve. On est juif parce qu'on a une ascendance juive du côté de la mère, ou parce qu'on s'est converti. Une application très souple permettra à des centaines de milliers de soviétiques qui n'ont pas grand-chose à voir avec le judaïsme de partir et parfois de devenir colons.

Les non Juifs qu'il serait plus exact d'appeler les Palestiniens de 1948 subissent le plus légalement du monde toute une série de discriminations à l'emploi (la plupart des métiers de l'énergie, de la sécurité, des transports et en général de la fonction publique leur sont interdits) et au logement. Alors que le taux de pauvreté est de l'ordre de 10-15 % chez les Juifs israéliens, il dépasse largement les 50 % chez les Palestiniens d'Israël.

Ceux-ci ont subi le massacre de Kafr Qassem (49 paysans tués en 1956 parce que l'heure du couvre-feu avait changé sans que cela leur soit dit). En 1976, une révolte générale a éclaté contre le vol des terres en Galilée. Cet événement est commémoré par la journée de la terre.

Quant à la « seule démocratie du Proche-Orient », on se retrouve depuis 1967 dans la situation suivante. Entre



## international/Palestine



Méditerranée et Jourdain, il y a 50 % de Juifs israéliens et 50 % de Palestiniens. Ce qui permet la domination absolue des premiers sur les seconds, c'est la fragmentation voulue de la Palestine : Cisjordanie, elle-même balkanisée en trois zones aux statuts différents et mangée par la colonisation, Jérusalem-Est où les Palestiniens ont un sous-statut de « résident » qu'on essaie de leur enlever, Gaza, véritable cage où deux millions de personnes sont retirées du monde. Il faudrait ajouter à tout cela les prisonniers (40 % de la population masculine a connu la prison depuis 1967) et les réfugiés. S'il y avait démocratie avec droit de vote pour tous.e.s, ce système de colonisation et d'apartheid serait impossible.

Quand on critique radicalement l'idéologie sioniste, on entend souvent l'objection suivante : le sionisme a créé l'État d'Israël. Maintenant qu'il existe, c'est de l'histoire ancienne. Erreur absolue. On ne comprend pas le rouleau compresseur colonial actuel, le racisme débridé, le développement des idées suprématistes et le rapprochement avec l'extrême droite si on ne comprend pas que le projet sioniste est plus que jamais à l'œuvre.

Les deux grands courants du sionisme se sont partagé le travail depuis 1948. Les travaillistes étaient aux commandes lors de la Nakba, de l'arrivée des Juifs orientaux ou de l'expédition impérialiste de 1956. Le travail des historiens a modifié ce qu'on sait sur la guerre de 1967. Israël n'était pas menacé d'anéantissement. Le projet israélien de conquête de toute la Palestine historique existait depuis des années, Ben Gourion avait dit dès 1948 qu'il « faudrait finir le travail ». Sitôt cette conquête réalisée, c'est un ministre travailliste, Yigal Allon qui a conçu les plans de colonisation et annexé Jérusalem Est. Comme les travaillistes ne disposaient pas de

militants prêts à partir coloniser la Cisjordanie, ils se sont adressés au seul courant religieux sioniste (minoritaire chez les religieux à l'époque), les disciples du rabbin Kook. Le ralliement des religieux à la colonisation a été un point de départ de la fascisation du pays, en tout cas du fait que les droits et même la vie des nouveaux dominés n'avaient aucune importance. Puisque Dieu a donné cette terre au peuple juif, puisqu'on refait ce qui est décrit dans le livre de Josué, pourquoi se gêner ?

Les descendants idéologiques de Jabotinsky (Begin puis Shamir) qui arrivent au pouvoir en 1977 sont déjà idéologiquement majoritaires. Ils ont l'appui des religieux et des Juifs orientaux qui pensent se venger ainsi des discriminations qu'ils subissent. Au moment de Sabra et Chatila (1982), les milliers de manifestants qui ont protesté en Israël ont donné le mince espoir qu'Israël devienne un État normal, acceptant de vivre avec ses voisins. La société israélienne hésitera. Répression féroce de la première Intifada puis signature des accords d'Oslo. Certains ont voulu croire à cette époque qu'il existait un sionisme à visage humain incarné par Rabin. Quand on examine de près les accords d'Oslo, la seule chose réelle qui a été signée, c'est l'obligation pour l'occupé d'assurer la « coopération sécuritaire » au profit de l'occupant. Dans les 26 mois qui séparent Oslo de l'assassinat de Rabin, celui-ci installe 60 000 nouveaux colons. De quelle paix s'agissait-il ?

25 ans se sont écoulés. Plus personne ne peut ignorer l'apartheid. Pour ceux qui doutent de ce mot, je conseille une visite à Hébron, où tous les jours, quelques centaines de colons fous de Dieu caillassent les enfants palestiniens qui vont à l'école et déversent leurs ordures dans la rue palestinienne sous la protection de 2 000 soldats. Le projet initial du sionisme, transformer les Palestiniens, comme cela s'est fait pour les Amérindiens ou les Aborigènes, en population enfermée dans sa réserve, rendue incapable de réclamer ses droits, est à l'œuvre.

### L'instrumentalisation de l'antisémitisme ou comment faire accepter l'ethnocide en cours.

On est donc aujourd'hui dans une situation absurde, où un État raciste veut faire taire les critiques au nom de l'anti-racisme. Le sionisme a installé

au Proche-Orient un morceau d'Occident qui concentre, même s'il n'en a pas le monopole, le racisme, l'apartheid, le militarisme, le suprématisme et les technologies de pointe de répression. Comment empêcher que cela ne soulève partout dans le monde une vague de protestation, à l'image de celle qui a fini par se déclencher comme les tenants de l'apartheid en Afrique du Sud ?

Ils ont trouvé sans peine. Comme le dit sans honte Macron, « l'antisémitisme est l'une des formes modernes de l'antisémitisme ».

C'est le dirigeant du CRIF, ancien membre du Bétar (une milice violente d'extrême droite), qui lui a soufflé cette idée lumineuse.

Il faut dire qu'une telle affirmation est une obscénité. La mémoire des révolutionnaires juifs, des résistants, du ghetto de Varsovie, d'Abraham Serfaty et de bien d'autres est confisquée par des racistes d'extrême droite qui poussent jusqu'à la caricature la ressemblance idéologique avec les bourreaux d'hier.

L'Europe se débarrasse de sa responsabilité dans l'antisémitisme et le génocide nazi en adoubant des suprématistes.

Bien sûr, l'antisémitisme demeure. En France, il a tué. Merah, l'hypermarché casher ... Il n'est pas la seule forme de racisme meurtrier. Les Arabes, les Roms, les Noirs subissent régulièrement discriminations, humiliations, assassinats et violences policières. Les médias s'en préoccupent moins.

Finkelkraut peut reprendre les pires stéréotypes antisémites contre les Noirs et les habitants des quartiers (« ils n'aiment pas la France »), les médias ne parleront que d'antisémitisme quand il est insulté. De lui on dira juste qu'il est « controversé ».

Pour l'antisémitisme, s'est ajoutée à la traditionnelle détestation du Juif par l'extrême droite, la confusion systématique et voulue entre juif et sioniste.

Les antisémites qui s'en prennent aux Juifs en prétendant défendre la Palestine ne sont pas seulement « immoraux », ils rendent le plus grand service à ce qu'ils prétendent combattre.

Plus que jamais, combattre le sionisme qui est une idéologie criminelle contre les Palestiniens et suicidaire pour les Juifs, est une nécessité. Être antisémita a été, est et sera toujours un crime.

Pierre Stambul





## Il était une fois dans l'Ouest

« Qui viendra sur le terrain, se fera recevoir. Nos guetteurs, qui ont protégé le chantier tout l'été, ont repris leur poste. »(1)  
De qui émanent ces mâles paroles ? Des derniers défenseurs de Troie ? Des États Généraux de 1789 ? Du maquis du Vercors ? En fait, d'un mauvais western-cas-soulet au maïs.

Faut dire qu'ils assurent les outlaws agricoles : en janvier 2019, 400 agriculteurs avaient bloqué 20 gendarmes chargés de poser des scellés sur des engins du chantier illégal du lac de Caus-sade sur la commune de Pinel-Hauterive en Lot-et-Garonne.

L'enjeu : l'or bleu du lac artificiel voulu par eux. Eux, ce sont le Syndicat Départemental des Communes Irrigantes (SDCI), la Coordination Rurale (CR) et la Chambre d'Agriculture du département. La CR tient la chambre d'agriculture depuis 2001 et y fait sa loi.

Dans ce département de plus en plus sec qui produit des fruits et légumes, du blé, du colza, du maïs, des semences de betteraves, l'irrigation est une religion agricole. 38 % de la surface utile agricole est irriguée (soit 110 000 ha) par des pompages et plus de 3000 lacs artificiels (2) au détriment de l'alimentation régulière des ruisseaux et rivières.

Cela n'a pas suffi aux « vigilantes » fachos de la CR 47 (3) qui veulent toujours plus d'eau. Une « digue de 378 mètres de long, haute de 12,5 mètres, le tout pour irriguer une dizaine d'exploitations agricoles »(4) coupera la rivière et constituera une retenue de 920 000 m<sup>3</sup> sur 20 ha.

« Coupera » ? Pourquoi employer le futur ? En fait, elle coupe déjà la rivière.

La Chambre d'Agriculture a déposé en juin 2017 un dossier qui ne respectait quasiment aucune des règles de la gestion de l'eau et des espèces. Malgré les avis tous défavorables des organismes scientifiques impliqués, la préfète donne (comme toujours) son feu vert aux productivistes d'extrême-droite en juin 2018.

Mais patatras, les recours déposés

par la SEPANSO et FNE sont validés et la nouvelle préfète prend donc « le 14 décembre 2018, un arrêté préfectoral... portant suspension des travaux en attente de la régularisation. » Cet arrêté n'a jamais été appliqué.

Mais la belle unité syndicale agricole des débuts commence alors à se fissurer : la FNSEA (qui a perdu la Chambre) déclare que « les travaux sont menés par la chambre d'agriculture, avec des salariés de la chambre d'agriculture sur des pelles mécaniques qui ont été louées par elle. Huit cent mille € vont être dépensés, c'est ruineux et c'est du pur clientélisme ». La Confédération paysanne « préconise désormais d'aller pomper l'eau dans le Lot pour alimenter une réserve de taille réduite, et d'abandonner les travaux. » (4)

Mais que cela ne tienne, les soldats vert-de-gris de la CR lancent l'attaque. En toute illégalité et sournoiserie, bulldozers et pelleuses ravagent le site. Bousquet-Cassagne, président CR de la chambre d'agriculture « a dans un premier temps réfuté que des travaux avaient commencé. Nous déplaçons des tulipes et ce sont juste des travaux de voiries » (4). Bref la CR joue la carte du fait accompli et « l'attitude ... de ce syndicat agricole s'explique aussi par la proximité des élections à venir dans les Chambres d'agriculture, mais également parce que les décisions prises concernant le barrage de Sivens (Tarn) n'ont jamais été acceptées. »(5)

Depuis le 2 mai 2019, la préfète a pris un arrêté de cessation des travaux et de remise en état du site qui frappe la Chambre d'agriculture au portefeuille. La digue doit être abattue sous 3 mois et le site remis en état sous 18 mois à ses frais (Un million d'€ sont consignés).

Cependant les travaux continuent et les Billy the kid de la CR continuent de menacer pour défendre leur fort Alamo : « on va défendre le lac », « Caus-sade risque de couler rouge » et tant pis pour les « victimes collatérales » car « la propriété privée c'est sacré ».

Caus-sade qui peut se lire comme une revanche suite à leur échec à Sivens en reprenant les mêmes ob-

jectifs (vol de l'eau) et pratiques (coup de force, menaces écrites et physiques, violences). Espérons qu'il sera le tombeau de la CR. Hugh, j'ai dit.

## Le fond de l'air effraie

Les pratiques criminelles de l'industrie chimique à Lacq sont connues (CA n°283). Face au scandale et histoire de donner un os à ronger aux pollués, Santé Publique France vient de publier une étude dite qualitative(6). Les porte-coton des lobbys s'y inquiètent de la perte de « la culture de l'industrie » de la population, qui permettait de faire passer les pollutions pour négligeables au nom de l'emploi et de la croissance. C'est « cette culture du risque que les autorités nomment pudiquement « degré d'acceptabilité » des industries par la population qui est désormais menacée. »(7)

Ce changement s'est produit quand « le déclin s'est installé, où la reconversion a généré des incertitudes sur l'emploi et l'avenir du bassin, il semble que ce degré d'acceptabilité ait diminué, même s'il est encore élevé... mais une brèche semble ouverte. »(6)

La brèche peut provoquer une inondation. Il faut donc vite colmater. L'étude préconise « Une transparence sur les méthodes et les conditions de réalisation des études épidémiologiques [est] particulièrement attendue compte tenu des soupçons de collusion entre les acteurs publics (Agence) qui les portent, l'État et l'industrie. »(6) afin de « rétablir la confiance... prendre en compte les préoccupations de santé publique... d'améliorer la circulation de l'information... sur les effets sanitaires des produits rejetés dans l'environnement ».

Bref, un exercice de communication forcément bienveillante, lucide et transparente pour que rien ne change sur le fond car, même si les médecins interviewés dans l'étude pointent les « excès de pathologies variées, respiratoires, digestives, hématologiques, thyroïdiennes avec des niveaux de gravité différents ... de la rhinite allergique au cancer », on attend toujours l'étude épidémiologique prévue mais repoussée depuis

plus de 2 ans (la dernière date de 2002).

Cette stratégie d'enfumage étatico-industriel est aussi à l'oeuvre à Mourenx. L'usine SANOFI arrêtée quelques mois après le scandale révélé en juillet 2018, a repris sa production en octobre. Le préfet s'en félicite : « Cela a été un peu plus compliqué pour le valporate de sodium. Mais aujourd'hui, l'entreprise sait produire du valporate de sodium en respectant les plafonds qui lui ont été notifiés... »(8). Donc avant, SANOFI ne savait/voulait donc pas le faire ? Le respect des normes était ignoré tant par eux que par l'État ? On n'ose le croire.

Pire, cela continuerait. C'est ce que dénoncent les associations locales qui bataillent aussi contre l'organisation toxique du comité sensé « rétablir la confiance » entre eux, les riverains et les industriels.

Freux et Eugene the Jeep

1-« Qui viendra, sera reçu ». Blandise Philippon. Sud-Ouest du 10/05/2019

2- Cf l'article « Lot-Et-Garonne » de Wikipédia

3- « dont le Front national se sent le plus proche et qui ambitionne de devenir le premier parti politique chez les agriculteurs » In L'histoire du courant Coordination rurale décryptée. La Dépêche du 08/01/2016.(interview de l'ancien directeur de la CA 47 viré en 2013).

4- Le chantier du barrage de Caus-sade a commencé malgré l'interdiction. Philippe Gagnebet. Le Monde du 29/11/2018

5- Barrage de Caus-sade. Qu'est-ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre ?! Sud-Ouest Nature-Revue de la SEPANSO, n° 181. Disponible <[http://www.sepanso.org/so\\_nature/Pdf/article\\_Caus-sade\\_SON181.pdf](http://www.sepanso.org/so_nature/Pdf/article_Caus-sade_SON181.pdf)>

6- Analyse des attentes et du contexte local autour du bassin industriel de Lacq. Rapport d'analyse qualitative. C. Perrey, S. Coquet, M. Le Barbier. Santé publique France. Disponible sur : <[invs.santepubliquefrance.fr/](http://invs.santepubliquefrance.fr/)>

7- Pollution du Bassin de Lacq : des mots sur une omerta. Gabriel Blaise. Sud Ouest du 13/05/2019

8- Sanofi Mourenx est revenue dans les clous selon le préfet. J-P Gionnet. La République des Pyrénées du 20/11/2018





## chroniques du contrôle et de la répression

# Big

### Un fichier mis en cause par les gilets jaunes

« Le Canard enchaîné » dans son édition du 17 avril avait fait état d'un recensement nominatif par les hôpitaux parisiens des personnes blessées lors des manifestations des gilets jaunes, dans un fichier appelé Si-Vic – pour « système d'information pour le suivi des victimes ». Si-Vic est un dispositif national, chapeauté par le ministère de la Santé et qui date des attentats de 2015, qui a pour but de faciliter l'identification et la prise en charge des victimes. L'objectif est de faire en sorte que les autorités sanitaires puissent anticiper le nombre de blessés lors d'un événement afin de faciliter l'accueil et l'organisation des hôpitaux, et répondre du mieux possible aux besoins des patients. Seules des situations sanitaires exceptionnelles peuvent occasionner la mise en place de ce fichier. Si-Vic a été utilisé onze fois depuis le début de l'année 2019 : trois pour des manifestations de gilets jaunes et huit pour des incendies, explosions ou encore les intoxications dans une école de Créteil. Ce système

d'information est déclenché à la demande de l'Agence régionale de santé (ARS). A leur arrivée dans les hôpitaux, et comme l'exige le protocole, les victimes doivent être enregistrées dans Si-Vic par une personne de l'administration hospitalière, uniquement, paraît-il, avec des informations d'ordre administratif. Mais la direction des hôpitaux publics de Paris a été amenée à reconnaître que ce fichier nominatif avait parfois inclus « de manière inappropriée » des précisions de nature médicale qui se trouvent dans la case « commentaire » des fiches en question. Grâce à ces indications, les services qui ont accès à ce fichier peuvent savoir s'il s'agit de blessures provoquées par les services de police lors d'une manifestation. Aussitôt connu ce processus, le ministère de l'Intérieur a prétendu ne pas avoir accès à ce fichier. Mensonge ! En effet, la victime fichée dans Si-Vic est affublée d'un numéro "SINUS" (Système d'information numérique standardisé), autre fichier sanitaire créé à Paris en 2009 et

utilisé partout depuis 2013 dès le déclenchement d'un plan Orsec. Et qui gère SINUS ? Les hôpitaux ? Le SAMU ? Le ministère de la Santé ? Non, le ministère de l'Intérieur ! Au total, « plus d'une dizaine de patients » seraient concernés par cette pratique à l'occasion des trois samedis de 2019 où le dispositif a été déployé, a admis le directeur général adjoint de l'AP-HP (CHU de l'Île de France). Un gilet jaune blessé le 9 février a annoncé qu'il portait plainte contre X, soupçonnant un possible fichage illicite par l'hôpital parisien l'ayant pris en charge. A noter que ce fichage n'est pas réservé à la région parisienne puisque, par exemple, le SAMU 31, le CHU de Toulouse et l'agence régionale de santé ont mis en service le fichier « Cat@log » lié aussi à SINUS. Cette base de données est activée depuis décembre lors de chaque manif des gilets jaunes dans cette région.

Source : Le Canard Enchaîné

### Le « management du changement » en route dans l'éducation nationale

Les coups pleuvent sur l'éducation nationale où les enseignants sont de plus en plus exaspérés. Il va falloir que les « réformes » passent et les coups risquent d'être violents ! L'un des baumes possibles mais dangereux est le management !

C'est parti dans l'Académie de Versailles qui avait déjà envoyé des chefs d'établissement de collège et de lycée en stage commando sur la gestion de crise au camp militaire de Beynes (voir CA 286, sous cette rubrique). C'est ainsi que la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) de l'Essonne vient d'imposer, après avoir formé tous ses Inspecteurs du département, une formation de "Manager du changement" aux directeurs et directrices d'école entièrement déchargées où l'on apprend à "redonner à l'individu que l'on contraint (sic !) un certain nombre de libertés et des degrés d'autonomie". Cette formation très basique, vise à trans-

mettre les vieilles recettes du management, c'est-à-dire, d'apprendre à manipuler ses propres collègues à l'aide de techniques de domination éprouvées mais bien puantes une fois décodés les enjeux. Notons que les directeurs et directrices des écoles ne sont pas les supérieurs hiérarchiques de leurs collègues professeur.es des écoles. Ce problème d'absence de hiérarchie sera d'ailleurs réglé lorsque les écoles seront rattachées au collège voisin. Plusieurs sessions d'une vingtaine de directeurs-directrices ont déjà eu lieu. La DSDEN de l'Essonne a prévu ensuite de former l'ensemble des directeurs et directrices d'école du département ainsi que les Conseillers pédagogiques du Primaire. Ces réunions sont animées par un intervenant du privé...

Source : questionsdeclasses.org

### Le LBD est une arme de guerre !

Le Canard enchaîné avait révélé, fin décembre dernier, que le ministère de l'Intérieur avait passé commande, à la veille de Noël, de 1280 nouveaux « lanceurs mono-coup » (type LBD, dont 1275 pour la gendarmerie), plus 270 « lanceurs multi-coups » (LMC) 4 coups, et 180 « 6 coups » (soit 450 LBD semi-automatiques) pour les policiers.

Le Canard enchaîné vient de révéler que le ministère de l'Intérieur s'est depuis « rendu compte avec stupeur que ses désormais célèbres lanceurs de balles de défense (LBD) étaient classés par la réglementation internationale en... armes de guerre ».

En effet, le LBD et ses munitions sont des armes de catégorie A2 (« matériels de guerre »), le fabricant suisse du LBD ne peut l'exporter qu'en tant que « matériel militaire », et son partenaire français doit avoir l'accord du ministère des armées. De plus, le fabricant du LBD vante le fait que des tirs effectués à 25 mètres de la cible, depuis un LBD fixé sur un rail, ne ratent sa cible que de 7 centimètres ! On n'ose imaginer ce qu'il en est en condition réelle, avec un tireur mobile évoluant un milieu hostile, lorsque la cible bouge... Depuis le début du mouvement des gilets jaunes, 13 460 tirs de LBD au moins ont eu lieu éborgnant 23 personnes.

Un historien a récemment rappelé que le LBD est en fait le successeur du « baton round », un lanceur de balles en caoutchouc ou en plastique introduit en juillet 1970 au sein de l'armée britannique avant d'être systématiquement utilisé lors du conflit en Irlande du Nord, et qui avait été pensé comme un moyen de frapper les manifestants, de les matraquer à distance. Entre 1970 et 2005, l'armée recensa 125 000 tirs, entraînant 17 morts, dont 8 enfants. Suite à la mort d'un enfant de 11 ans, le Parlement européen appela les pays membres à abolir l'utilisation de telles balles en plastique. C'était en 1982...

Sources : le canard enchaîné et Bug Brother.blog.lemonde.fr





# Brother

## Le Renseignement se porte bien mais une nouvelle loi est en préparation

En 2018, 22 308 personnes ont fait l'objet d'au moins une mesure de surveillance en France, selon le rapport annuel de la Commission Nationale de Contrôle des Techniques de Renseignement (CNCTR) publié le 25 avril. Le nombre de personnes surveillées a ainsi augmenté de 3 % l'an dernier par rapport à 2017, où 21 386 personnes avaient été surveillées. Dans son rapport d'activité, l'instance créée par la loi sur le renseignement du 24 juillet 2015 révèle que 8 574 personnes (38,9 %) ont été surveillées au titre de la « prévention du terrorisme » et 5 416 (24,6 %) au titre de « la prévention de la criminalité et de la délinquance organisées ».

Le nombre de demandes motivées par « la prévention d'activités particulièrement déstabilisatrices de l'ordre public telles que les violences collectives de nature à porter atteinte gravement à la paix publique » ont augmenté en 2018, passant de 6 % du total en 2017 à 9 % en 2018. Dans son rapport, la CNCTR assure se montrer « particulièrement vigilante sur les demandes fondées sur cette finalité, considérant que la prévention de violences collectives ne saurait être interprétée comme permettant la pénétration d'un milieu syndical ou politique ou la limitation du droit constitutionnel de manifester ses opinions, même extrêmes ». Nous voici rassurés !

L'an dernier, le nombre d'interceptions de sécurité (écoutes téléphoniques administratives) a augmenté de 20 % par rapport à 2017, avec un chiffre global de 10 562 demandes. Le nombre de demandes de géolocalisation en temps réel de personnes à surveiller a fortement cru en 2018, avec 5 191 demandes, soit 38 % de plus que l'année précédente. Malgré ces activités débordantes, 4 ans après le vote de la

première loi sur le renseignement, Yaël Braun-Pivet veut déjà la remplacer. La présidente (La République en marche, LRM) de la commission des lois de l'Assemblée nationale vient en effet de lancer le chantier d'un nouveau texte qu'elle espère voir aboutir en 2020. Une nouvelle loi permettrait de consolider celle votée en juillet 2015 car le cadre légal actuel a déjà fait l'objet de six modifications législatives. Cette loi vit par ailleurs dans une certaine insécurité juridique, mettant en danger l'exercice quotidien des principaux services de renseignement français. De nouveaux outils de surveillance, notamment en matière de lutte contre le terrorisme, fonctionnent aujourd'hui sans cadre réglementaire alors que le législateur avait pris la peine d'inscrire dans la loi qu'ils ne pourraient entrer en vigueur sans la publication de décrets.

Un nouveau texte permettrait donc de combler le fossé toujours plus grand entre l'état du droit et le progrès continu des technologies (comme les algorithmes) et de leurs capacités de surveillance. La loi de 2015 n'avait fait que « blanchir » des techniques déjà utilisées – illégalement – par les services de renseignement. Elle n'avait fourni que deux nouveaux outils aux services : le suivi en temps réel sur les réseaux des opérateurs de téléphonie et fournisseurs d'accès à Internet et la détection d'une menace grâce à l'analyse par « un algorithme » des données de communication. Depuis, la puissance des moyens techniques a fait de tels bonds en matière de recherche de données personnelles que la protection juridique de ces mêmes données, garantie par la loi, peut être mise en danger. A suivre !

Source : Lemonde.fr

## Vos empreintes digitales peuvent être copiées à partir de photos



Avec le gain de netteté et de pixels des appareils photos actuellement sur le marché, les photos des mains permettent désormais de reproduire les empreintes digitales à l'insu de leurs propriétaires, ce qui est problématique lorsqu'ils utilisent des systèmes d'identification biométriques peu sophistiqués comme celui des nouveaux iPhone.

## La police des migrants : Filtrer dispenser, harceler.

C'est un livre paru le 24 avril aux éditions le passager clandestin. Il émane d'un collectif « Babels » de chercheurs en Europe. Comme le rappelle ce livre, le répertoire d'actions de la police des migrants s'inscrit dans une histoire longue du contrôle des mobilités ; il est structuré par des impératifs propres à la profession, mais il obéit aussi et surtout à des impératifs économiques et politiques.

Prix : 10€ pour 126 pages à commander sur Internet à « lepassagerclandestin.fr » ou dans les bonnes librairies.

## Des brigades de sécurité pour les lycées de l'Île de France

La présidente de l'Île-de-France Valérie Pécresse vient de présenter un nouveau dispositif sécuritaire de cette région : 15 agents seront chargés d'assurer la sécurité des lycéens. Cet effectif est divisé en 3 groupes, chacun étant constitué d'un coordinateur (le chef !) et de 4 agents. Chaque brigade est rattachée à un lycée référent où elle aura ses bureaux mais elle n'y travaillera pas forcément plus qu'ailleurs. Ces agents ont été recrutés pour renforcer la sûreté au sein des lycées et ils travaillaient auparavant dans les domaines de la médiation ou de la sécurité. Ces brigades sont amenées à œuvrer avec les équipes mobiles de sécurité (EMS) déjà déployées par l'éducation nationale dans tous les rectorats depuis 2009.

Source : leparisien.fr

## Radicalisation et psychiatrie

Selon un décret du ministère des solidarités et de la santé publié le 7 mai au Journal Officiel, les préfets pourront être prévenus lorsqu'une personne fichée pour « radicalisation terroriste » est hospitalisée sans consentement pour des raisons psychiatriques.

Ce texte a « pour objet la prévention de la radicalisation ». Il autorise le croisement de deux fichiers de données à caractère personnel (identité, date de naissance, etc.). L'un, nommé Hopsyweb, concerne les personnes subissant des « soins psychiatriques sans consentement », et l'autre est le Fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT).

En dehors du problème de la violation du secret médical, des psychiatres et des associations de patients y voient des amalgames entre maladie psychique et terrorisme.

Le lien entre santé mentale, radicalisation, voire attentats est une question qui avait été soulevée en août 2017 par le ministre de l'intérieur de l'époque, Gérard Collomb. Il avait dit vouloir mobiliser les hôpitaux psychiatriques et les psychiatres « pour identifier les profils qui peuvent passer à l'acte ». Il estimait qu'« à peu près un tiers » des personnes signalées pour radicalisation « présentent des troubles psychologiques ». Nombre de psychiatres s'étaient alors élevés contre ces propos.

Source : lemonde.fr

# Big Brother





# QUI SOMMES-NOUS?

**L**e capitalisme domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au long du XXe siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète.

Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante. Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possibles, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

## Communistes...

**N**ous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échanges seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblés de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins » : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat. Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoir sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires. Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situations générales et particu-

lières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu : la Commune de Paris, les soviets dans la Russie de 1917, l'insurrection makhnoviste en Ukraine de 1918 à 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc. Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir !

Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et les échanges pour son propre compte. Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

## ... et Libertaires

**M**ais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte. Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste. Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auront plus lieu d'être.

Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'en-

semble des sociétés préexistantes. Se réapproprié nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

**N**ous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits. Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ». De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au coeur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination.

**C**e sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.



# Libye, entre mosquée et caserne

Depuis deux mois, c'est une véritable guerre qui se déroule autour de Tripoli ; le bilan est de quelques centaines de morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de déplacés pour l'instant. Une guerre banale comme tant d'autres pour le pouvoir, le territoire, le contrôle des richesses du pays et pour imposer un régime autoritaire et une vision politique. Profitant de l'exaspération de la société, exploitant la fatigue, le ras le bol des gens face à une violence au quotidien et des destructions sans fin, un groupe lourdement armé tente d'imposer un régime dictatorial sous la forme d'un état militaire.

## L'Etat français face à une catastrophe annoncée

«La France est en Libye pour combattre le terrorisme» selon JY Le Drian, ministre des affaires étrangères ; c'est exactement l'argument du général Haftar pour bombarder Tripoli, qui qualifie tous ses ennemis de terroristes ; s'il y a du terrorisme en Libye c'est en grande partie à cause de l'intervention militaire française de 2011. Quels sont les enjeux politiques et économiques de la France dans l'enfer libyen ? Pourquoi la France tente-t-elle de mettre en place un dictateur que tout laisse à croire qu'il n'y arrivera jamais car il faudrait des années pour conquérir une ville comme Tripoli, si ce n'est au prix d'un véritable carnage, comme en 2011 ?

## Une offensive prévisible

Depuis trois ans, pour tenter de résoudre le chaos libyen, une succession de pourparlers, de négociations, de conférences nationales et internationales ininterrompues se sont succédées. Réunions organisées par les Émirats arabes unis, la France, l'Italie entre le chef du Gouvernement d'Union Nationale installé par l'ONU à Tripoli, Fayed Al-Sarraj et l'autoproclamé maréchal de l'Armée nationale libyenne (ANL) Khalifa Haftar, installé à l'Est du pays. Cette voie diplomatique, adoptée en apparence par les protagonistes nationaux et internationaux avec l'aide de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) offrait une véritable poudre aux yeux et de fausses promesses. La plupart des acteurs de ce conflit n'ont jamais cru au processus diplomatique, processus qui finalement a abouti à l'aggravation de la situation : la partition

du pays puis une autre guerre, la troisième, à Tripoli. Le maréchal Haftar, militaire expansionniste et autoritaire, a décidé d'abandonner finalement toute voie diplomatique ou dialogue, et de tenter une conquête par la force pour s'assurer que rien ne lui échappe. Des préparatifs de guerre étaient visibles avec les visites de Haftar en Égypte et en Arabie Saoudite et d'autres signes inquiétants s'accumulaient qui ont poussé les pays occidentaux à demander à leurs ressortissants de quitter Tripoli, les Etats-Unis ont retiré leurs troupes (Africom) de la Libye, mais malgré cela la communauté internationale a gardé le silence. Haftar considère ce mutisme comme le feu vert pour déclencher sa guerre, le jour même de la visite en Libye du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le 4 avril, afin que sa provocation ait le plus d'effet possible. Cette nouvelle offensive militaire contre Tripoli, est selon lui pour la libérer, la "purger des terroristes et des mercenaires". Il croit pouvoir entrer dans la capitale au bout de quelques heures - au pire

quelques jours - de combat, ivre de son succès précédent sur le Fezzan et dans le Sud en janvier 2019, pensant alors être «accueilli avec des fleurs et les youyou». Certaines mauvaises langues disent qu'on lui a tendu un piège pour se débarrasser de lui, car même ses alliés ont fini par le considérer comme l'obstacle majeur à une solution de la crise libyenne. Avant son intervention, Haftar et ses alliés ont établi des contacts secrets avec certaines fractions de milices ainsi que des marchandages avec un certain nombre d'acteurs de Tripoli, pour éviter toute opposition à son arrivée, désamorcer toute résistance possible et favoriser le ralliement de nombreux opportunistes à sa cause. Haftar insistait alors sur son désir d'éviter tout effusion de sang, comme il l'avait fait dans une partie du Fezzan où il n'y a pas eu de combat car les groupes armés ont préféré quitter la région, des personnalités locales ont été achetées, des accords ont été conclus avec des groupes et communautés, notamment Touaregs. Le jour même du déclenchement de la

guerre, Haftar demande, lors d'une allocution télévisée, aux Tripolitains de rester chez eux, de ne pas combattre ou de porter des drapeaux blancs s'ils veulent rester en vie. Il a baptisé sa guerre *Toufan Al-karama, Déluge de la dignité*.

Mais le plan a échoué, au moins jusqu'à ce jour, où il se trouve piégé et embourbé dans une guerre qu'il ne pourra pas gagner sans détruire la capitale. Sa précipitation a, au contraire, permis l'unité de milices rivales pour mener une contre-offensive imprévue et a déclenché l'hostilité des habitants de Tripoli qui s'interrogent : «Qui lui a demandé de nous libérer ?» Presque deux mois après, ses milliers de soldats -entre 20 et 25 000- sont bloqués à la périphérie de la ville, loin de ses bases. Ses troupes, venues du sud, ont dû traverser une région dépeuplée, poursuivre vers l'ouest, puis le nord, en direction de Tripoli car l'hostilité de Misrata à son projet l'a empêché de déplacer ses troupes de Benghazi, le long de la côte et d'arriver par la route la plus courte, à l'Est. Actuellement se posent



«Alors, Maréchal, un petit pas de deux!»

«Mais tout à fait Président! Il suffit de suivre la cadence! Un, deux, un, deux!»



## International/ Libye

tous les problèmes de ravitaillement en eau, essence, nourriture, etc. même s'il compte sur l'aide de ses alliés pour avoir des armes et des conseillers militaires.

Quant à la population, elle reste divisée entre hostilité et acceptation. Depuis le 4 avril des milliers de personnes manifestent tous les vendredis contre cette offensive à Tripoli et dans d'autres villes ; beaucoup de ces manifestants portent barbe et djellaba surtout au début, ensuite le mouvement s'est élargi

voir «démocratique» de s'exercer.

### Le contexte général

Depuis plus de 8 ans, la société libyenne n'a pas connu la «paix», ni la «démocratie», ni «la prospérité» promises par la France et l'Otan ; au contraire, elle souffre d'une guerre sans nom et sans raison apparente qui était tout à fait évitable. Chaque fois que la situation s'améliore et tend vers une stabilité toute relative, de nouveaux conflits éclatent pour

sachant que les Libyens ont leurs salaires et tout leur argent dans les banques, il leur faut rester dans des files d'attente des journées entières pour réussir à avoir tout juste droit à 500 dinars, l'équivalent de 100€ par mois. Cette situation dure depuis plus d'un an et c'est la première fois que les Libyens commencent à avoir faim. Comme ils continuent à vivre sans électricité des heures entières chaque jour et faire la queue pour l'essence et le pain.

La société libyenne est une so-

dans les banques.

Une raison à ce manque de réactivité, c'est que les véritables exploités en Libye, les travailleurs sont majoritairement des immigrés. Ce sont eux, les immigrés, qui font marcher les boulangeries, les menuiseries, les garages mécaniques, les maraîchages et les fermes agricoles, effectuent les travaux de bâtiment et de construction : maçonnerie, plâtre, peinture, etc. Ces travailleurs n'ont pas le pouvoir de s'organiser, ni de contester, ils sont sans papiers, sans droits, sous la menace permanente d'être dénoncés, arrêtés, conduits en camp ou en prison ou tout simplement tués. Un autre aspect gangrène le pays, en plus de la guerre, la violence et le manque de possibilité d'organisation, c'est la religion qui englobe la société de part en part, sans possibilité aucune de respirer, sinon clandestinement à ses risques et périls.

Les groupes armés sont composés de jeunes sans travail et très peu instruits, souvent sans formation professionnelle. L'engagement dans un groupe n'a rien d'idéologique ou politique, au moins au début, souvent ce sont les chefs de ces groupes qui dessinent l'orientation politique selon leurs propres intérêts et alliances. Ces groupes armés récupèrent beaucoup d'argent de l'Etat lui-même, et aussi par d'autres moyens comme la corruption, les trafics, les taxes, opérant une

sorte de réappropriation, les armes à la main. S'ils lâchent leur kalachnikov, ils retournent d'où ils viennent c'est-à-dire à la misère. Ils servent et défendent les intérêts de la bourgeoisie des grandes villes, notamment Tripoli, Misrata, Zawiya, Zwara, etc. tout en défendant leurs intérêts aussi ; ils décident eux-mêmes du montant de leurs salaires, plus toutes les primes et avantages. C'est comme s'ils prélevaient un petit pourcentage sur l'argent qu'ils génèrent pour la bourgeoisie. Ce pourcentage est petit certes mais comme les sommes sont colossales, ils gagnent bien leur vie et ne sont pas prêts à lâcher leur gagne-pain.



à la majorité de la population. Certains portent des gilets jaunes dans un défi lancé à Macron et à la France, dénonçant le soutien au futur dictateur militaire du pays ; on peut y voir et entendre des slogans hostiles et des portraits de Macron piétinés par les manifestants ; ou encore des slogans à caractère plus social : un Etat civil pas militaire ; des écoles, des hôpitaux pas des casernes ; prenez le pétrole, mais laissez-nous vivre. Ces manifestations ne doivent pas faire oublier qu'une partie de la population pense que Haftar est la solution contre les frères musulmans, la corruption, les diverses pénuries et le pouvoir des groupes armés qui contrôlent la ville et empêchent le pou-

réinstaurer le chaos habituel : conflits armés entre différents groupes, bombardements des villes, tirs de roquettes quotidiens, assassinats, enlèvements, négociations, ... La classe politique, les hommes d'affaires, les groupes mafieux de trafiquants font tout pour que la situation reste telle qu'elle est, c'est-à-dire un chaos éternel, car dans ce terrain jonché de cadavres pousse l'argent et eux, cultivent leurs richesses. Le contexte social et économique est tellement détérioré qu'il est impossible d'envisager des solutions rapides (voir les articles précédents dans CA sur la Libye). La seule nouveauté dans cette histoire est la pénurie pour le citoyen lambda de liquidité (monnaie) dans les banques,

ciété bloquée, asphyxiée par la violence, la religion, la corruption et l'incompétence. Il y a très peu d'espace possible pour une lutte sociale, ou des contestations de grande ampleur, comme cela a été le cas en Algérie et au Soudan. Il est très difficile de contester ou se révolter contre des fantômes, car le gouvernement de Tripoli n'a pas d'existence réelle, le pouvoir est dans les mains des milices et de ceux qui les contrôlent. Il y a eu quelques mouvements de grèves des enseignants, des douaniers pour obtenir le paiement de leurs salaires, et quelques rassemblements spontanés contre les problèmes d'insécurité ou la crise et pénurie de lait, de farine ou de liquidité



Malgré les difficultés du quotidien, les Libyens se sont habitués, considérant que la situation est provisoire et que la crise va passer. Certains pensent même que globalement la situation commence à s'améliorer, qu'elle n'est plus la même qu'en 2014. Le gouvernement d'Al-Sarraj reconnu par les Nations unies, est considéré comme légitime par les instances internationales, et les islamistes ont perdu du terrain. Les islamistes radicaux et djihadistes ont été quasiment éliminés de la vie politique et militaire de Tripoli, une bonne partie d'entre eux a même quitté le pays, ou se sont convertis en hommes d'affaires, quant aux frères musulmans ils font partie du paysage national et régional, comme au Maroc, en Tunisie ou en Jordanie, voire en Turquie. Les groupes armés, dont le nombre dépasse la centaine en 2016, sont regroupés en quatre ou cinq grandes unités plus ou moins intégrées dans les structures militaires de gouvernement, l'armée ou la police ; ainsi on voit de moins en moins de barrages sur les routes, en somme la vie continue, on s'approche de la normalité d'avant 2011, le processus diplomatique suit son cours, c'est la vision optimiste de la situation en Libye qui justifie aux yeux des adversaires de Haftar, l'urgence de le stopper avant qu'il ne casse tout.

### Retour en arrière

Un chaos politique, social et économique s'est installé en Libye depuis 2011. Après le succès relatif des premières élections du 7 juillet 2012, imposées sans consultation par la communauté internationale à une population qui n'a jamais connu de processus électoral, ni de véritables partis politiques, et organisées sans préparation mais avec beaucoup d'enthousiasme, le Congrès général national (CGN) a été formé pour remplacer le sinistre CNT, conseil national de transition, qui a conduit la pseudo révolution du 17 février. Le processus de transition vers la «démocratie» s'arrête à ce stade en 2014, du fait des conflits d'intérêt, d'une opposition croissante entre différentes factions islamistes, libéraux et opportunistes de tout bord et à cause de la guerre entre plusieurs milices armées qui fait des centaines de



morts et conduit à la destruction de l'aéroport de Tripoli. Au printemps 2014, le lancement de l'opération «Dignité-Alkarama» par Haftar à l'Est et la constitution de la coalition «Aube de la Libye-Fajr Libya» alliant Tripoli et Misrata et à coloration frères musulmans, ont précipité la division de la Libye en deux camps. Malgré l'hostilité des Libyens à une partition du pays, de fait la Libye est actuellement divisée en deux parties, l'Est et l'Ouest, avec deux gouvernements, deux parlements et deux armées.

La communauté internationale estime qu'elle est sur la bonne voie pour réparer les dégâts causés par la France et l'Otan, grâce à la nomination d'un représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, depuis septembre 2014 - M. Ghassan Salamé, qui a pris ses fonctions au mois de juillet 2017, il est le 4ème à ce poste. Ces démarches diplomatiques ont abouti à la signature entre représentants des différentes parties libyennes d'un accord politique le 17 décembre 2015 à Skhirat au Maroc. L'accord de Skhirat a créé un organe spécifique, un Conseil présidentiel de neuf membres, dirigé par le Premier ministre Fayeze Al-Sarraj et chargé de constituer le gouvernement d'union nationale. Le Conseil présidentiel et son gouvernement sont installés à Tripoli, non sans difficulté, depuis le 30 mars

2016. Le maréchal Haftar et le gouvernement de Toubrouk n'ont pas reconnu ces nouvelles institutions. Les affrontements se sont ainsi poursuivis au cours de l'année 2016, avec la prise du croissant pétrolier par l'armée nationale libyenne ANL de Haftar et la lutte pour le contrôle du centre de la Libye.

### Le cirque diplomatique

Le 14 avril devait avoir lieu une conférence nationale organisée par l'ONU à Ghadamès, conférence tant attendue après des mois de préparation, des centaines de réunions et consultations préparatoires. C'était l'opération de la dernière chance pour la société libyenne afin de construire un plan de réconciliation globale, une «feuille de route pour 2019». L'objectif, fixé par les Nations unies, est d'inclure toutes les composantes de la société libyenne, y compris les partisans de l'ancien régime de Kadhafi jusqu'ici marginalisés. Organisée par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) - dont Ghassan Salamé a été membre du bureau-, elle a pris la forme de quelques 70 réunions qui ont eu lieu, au printemps 2018, dans différentes villes libyennes. L'initiative a suscité un certain intérêt, voire des espoirs. «C'est la première fois que l'ONU donne l'occasion au peuple de s'exprimer. D'habitude, les négociations

n'ont lieu qu'avec les politiciens. Nous n'avons pas pu participer à Skhirat, par exemple», selon les propos du maire d'une ville qui a organisé une des réunions. Exactement dix jours avant la tenue de cette conférence, profitant de la présence du secrétaire général de l'ONU António Guterres à Tripoli venu appuyer le processus de négociation, Haftar arrête de jouer à la diplomatie, sachant de toute façon que les conclusions, quelles qu'elles soient, ne lui conviendront pas.

### Le Maréchal

Khalifa Haftar est un ancien militaire à la retraite, compagnon de Kadhafi lors du coup d'Etat de septembre 1969 qui a placé les militaires au pouvoir pendant 42 ans. Fait prisonnier au Tchad puis libéré par l'armée américaine, la CIA le finance pour lancer un coup d'Etat contre Kadhafi ; le coup d'Etat échoue et depuis 1990, Haftar vivait en Virginie où il est également devenu citoyen américain jusqu'en février 2011, date à laquelle il est apparu à Benghazi pour soutenir le mouvement insurrectionnel qui a renversé Kadhafi. Pour beaucoup de Libyens, à l'époque la manœuvre était claire : ce général est venu avec la mission de prendre le pouvoir, et prendre sa revanche en remplaçant le colonel. Sa tentative de prendre le pouvoir en 2011 a échoué. Les



## International/Libye



groupes armés proches des Frères musulmans le considéraient comme un laïc pro-américain et l'avait écarté. La situation a changé en 2014 après que les militaires égyptiens eurent chassé du pouvoir les frères musulmans et le président Morsi. L'Égypte, sous le nouveau président al-Sissi, voulait éliminer la menace islamiste grandissante en Libye. Haftar a eu le projet de former une armée et de prendre le contrôle de Benghazi. Les Émirats Arabes Unis ont financé le projet. Il devient chef de l'armée libyenne qu'il réussit à reconstituer avec d'anciens officiers Kadhafistes. Combinant l'argent des Émirats Arabes Unis, un soutien aérien égyptien, des approvisionnements russes et le soutien de forces spéciales et de renseignements français, Haftar a peu à peu vaincu les divers groupes islamistes et pris le contrôle de la ville. Cela lui prendra quatre années pour détruire Benghazi entièrement et mettre en fuite les islamistes radicaux,

d'Ansar al-Chariaa vers Syrte et vers le Sud. L'Armée contrôle la ville de Benghazi depuis le début de l'année 2018 et a conquis en juin de la même année, la ville de Derna, qu'elle assiégeait depuis plus de deux ans. Haftar, après avoir renforcé ces positions à Benghazi et consolidé sa présence en Cyrénaïque en remplaçant les maires, les conseils municipaux (seules structures issues d'élections non contestées) par des militaires plus « efficaces », projette d'attaquer Tripoli, fort de son succès contre les islamistes de Benghazi, il souhaite continuer son travail pour se débarrasser définitivement de l'Islam politique, comme ses confrères armés l'ont fait en Égypte, en gardant des liens étroits avec l'Islam salafiste - notamment les madkhalites (1) qui gagnent du terrain de manière spectaculaire et inquiétante un peu partout dans le pays y compris les régions amazighophones (berbères). Ceux-ci soutiennent

Haftar, comme l'Arabie Saoudite, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis et la France.

### Conclusion

La guerre qui ravage ce petit pays depuis des années n'est pas le fruit du hasard de l'histoire. Les causes de cette guerre, même complexes et multiples, sont toujours les mêmes qui ont allumé d'autres guerres : le pétrole, le gaz, le contrôle des zones stratégiques, la concurrence entre plusieurs belligérants. Des raisons plus souterraines, idéologiques, continuent à orienter les événements en Libye au-delà d'une guerre par procuration entre la France et l'Italie concernant l'immigration et une concurrence économique dans la région. C'est une autre guerre parallèle entre l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis d'une part et le Qatar et la Turquie, d'autre part, qui a des causes plus « idéologiques ». Il s'agit de l'Islam politique globalement et des frères musulmans en particulier. La Turquie et le Qatar protègent et subventionnent les frères musulmans libyens, l'Arabie saoudite et les Émirats ainsi que l'Égypte les considèrent comme des ennemis mortels et une menace directe sur leurs régimes, et les ont classés comme organisation terroriste. Ils mènent une campagne de grande envergure pour persuader le gouvernement américain de faire la même chose. Premier succès de leur effort, avoir fait basculer Donald Trump dans le camp de Haftar et le soutenir publiquement, malgré une indifférence de l'administration amé-

ricaine qui n'est pas intéressée d'intervenir dans ce guépier.

On ne peut faire l'impasse de cette campagne contre l'Islam politique quand on entend Macron dénoncer, lors d'une conférence de presse le 25 avril 2019 sur les leçons que le gouvernement tirait du mouvement des Gilets Jaunes : «... ceux qui au nom d'une religion poursuivent un projet politique, celui d'un islam politique qui veut faire sécession avec notre République». L'Extrême Droite a sauté sur l'occasion, des parlementaires de LR réclament la dissolution de toutes «les organisations affiliées aux Frères musulmans, que la France devait qualifier les Frères musulmans de terroristes». Mais ces propos de Macron ne s'adressent peut-être pas du tout aux Français, et seraient un message subliminal au maréchal Haftar et à ses alliés, les encourageant à poursuivre leur tâche de nettoyage idéologique.

**Saoud Salem, OCL Toulouse, 20 mai 2019**

(à suivre dans un prochain numéro de CA deuxième partie)

1- les « madkhalistes », du nom du cheikh saoudien Rabea al-Madkhalî. Caractéristique principale de cette tendance salafiste particulière : « l'obéissance au gouverneur musulman », quel qu'il soit, selon le principe que la « fitna (la discorde entre les musulmans) est dangereuse ». Apolitiques, les madkhalistes se signalent par leur hostilité à tous les mouvements de l'Islam politique, comme les Frères musulmans et à ceux du jihadisme, type Daech et Al-Qaïda. En 2016, Rabea al-Madkhalî émet une fatwa qui encourage ses partisans à rejoindre les rangs de Khalifa Haftar. Ils sont en première ligne dans l'offensive de Derna, notamment via la Brigade Al-Tawhid, basée à Benghazi. Certains madkhalistes ont même directement intégré les rangs de l'armée libyenne nationale (ALN).

## Daniel Saint-James

Connu dans le monde scientifique pour ses travaux sur la résonance magnétique et la physique des solides, c'est pour ses positions et son engagement politique que beaucoup d'entre nous le côtoyaient depuis longtemps. Marxiste tendance communiste de conseil, donc farouchement antiléniniste, il fréquenta, avec Rina son épouse, les conseillistes hollandais Canne Meyer et Pannekoek. Proche

du groupe Internationalisme à la fin des années 1940 (il fut très lié à Serge Bricianer et à Maximilien Rubel), membre d'Informations Correspondance Ouvrières (ICO), il participa tout au long de sa vie à de nombreux groupes de discussion : celui des Cahiers d'étude du socialisme des conseils, puis le cercle Berneri et enfin SouBis. En 1968, il fréquenta de très près le mouvement du 22 mars et fut, avec Rina qui travaillait à Saclay, un des coauteurs du fameux livre Des soviets à

Saclay ? . Alors qu'il était professeur à la faculté de Jussieu, il fut un des pionniers de la lutte contre l'amiante. Il anima, avec Bertrand Lory et Jean-Marc Levy-Leblond, le collectif de Jussieu alors que cette question n'était pas encore à l'ordre du jour. Il fut aussi, dans les années qui suivirent, toujours avec Rina – décédée il y a deux ans –, un farouche antinucléaire, très lié à Roger et Bella Belbéoch qui eux aussi travaillaient à Saclay, et proche du comité Stop-Nogent.



# CRISE ET KRACH

Ce texte de Daniel Saint James, écrit à la fin des années 1980 comme préface d'un numéro de la revue *Les cahiers du doute* nous permet de réfléchir sur ce concept de crise du capitalisme qui a toujours été au centre des problématiques révolutionnaires. Notons au passage l'optimisme concernant la relative disparition des dictatures dans le monde qui peut largement être atténué présentement !

Selon Aristote, l'homme est un animal politique. Mais dans les sociétés modernes la politique est indissociable de l'économie. Il y a maintenant presque deux ans, un krach boursier venait comme un éclair zébrer le ciel jusque-là passablement "serein" du système capitaliste. Le spectre de la crise, ou plutôt celui des années 30 fait sa réapparition

Ce n'est pas qu'ici ou là on n'ait qualifié de crise tel ou tel mouvement cahotant du système. Ainsi certains ont voulu voir dans les "événements" de 1968, l'effet d'une crise économique mondiale, menaçant son existence même. Plus sérieusement, pratiquement tout le monde a utilisé ce mot pour qualifier la situation qui a prévalu depuis le milieu des années 70. L'écroulement monétaire d'octobre 1987 pouvait donc, apparemment à juste titre, paraître une confirmation éclatante de ce dysfonctionnement et donc de ce que le capitalisme n'a pas changé fondamentalement depuis plus d'un siècle : société d'exploitation de l'homme par l'homme. il reste soumis aux diktats des nécessités de l'accumulation.

On peut discuter à perte de vue pour savoir si le mot crise peut convenir pour décrire la situation actuelle. La raison profonde vient évidemment de ce que ce mot peut recouvrir justement des états très différents. Mais on ne peut éviter qu'il ne renvoie à la crise présente dans toutes les mémoires : celle de 1930, avec ses conséquences terribles, à la fois pour nombre de capitalistes et pour les travailleurs. Toute autre crise, tout autre trouble de fonctionnement est comme automatiquement mesurée à l'aune de cette grande soeur.

La question se pose donc immédiatement d'elle-même : le krach monétaire d'octobre 1987 est-il révélateur ou non de difficultés insurmontables pour le système? On peut là encore argumenter à loisir. On peut même sérieusement douter, ce qui est finalement la fonction même des Cahiers du doute, mais ce doute ne peut se formuler ni prendre forme sans que "certaines incertitudes" demeurent. Ce sont justement ces certitudes qui se rattachent aux règles fondamentales de la société de classes dans laquelle nous vivons et qui lui tracent comme automatiquement, des frontières infranchissables, à l'intérieur desquelles elle est contrainte d'évoluer.

Sous cet angle, en effet. le capitalisme reste fondamentalement similaire à celui du XIXe siècle.

Le premier texte de ce numéro, envisage donc la "crise" d'aujourd'hui. Il présente sous une forme simple une interprétation des événements récents qui s'appuie à la fois sur une description des aléas boursiers, des fermetures d'usines avec leurs cortèges de misère. et de la situation catastrophique du tiers-monde, et sur l'idée qu'il y a une baisse générale de profitabilité du capital dans le monde. De fait l'auteur s'inscrit dans une certaine tradition de pensée liée à Paul Mattick, et qui voit dans la baisse tendancielle du taux de profit l'explication essentielle de l'évolution des sociétés capitalistes.

On peut certes garder à l'esprit cette hypothèse et l'utiliser comme point de départ de toute étude. Mais il ne semble pas évident qu'on doive nécessairement en tirer les mêmes conclusions. Après tout, le capitalisme semble s'être remis sans trop de mal de son choc d'octobre 87. Si l'on en croit les statistiques (mais faut-il les croire ?) les profits n'ont jamais été aussi hauts que ces derniers mois, les investissements remontent partout, le chômage recule. Même si cela n'est pas le cas. il faut rester prudent dans l'interprétation, car si on ne fait que s'appuyer sur la constatation de l'écroulement de secteurs de production, de la misère du tiers-monde. de la montée du chômage, de la dégradation du niveau de vie de certaines couches de la population, on n'obtient pas une démonstration suffisamment probante d'un étal de crise grave du système. Le capitalisme n'est pas un système qui cherche à maximiser le bien-être de tout un chacun, il cherche à faire du profit et à accumuler. Pour ce faire il peut être amené à modifier beaucoup ses secteurs d'activité. à restructurer comme on dit aujourd'hui, c'est-à-dire à changer les modalités de l'exploitation du travail. Bien entendu, ces restructurations ont des conséquences désastreuses pour les producteurs touchés par elles, voire pour la population dans son ensemble. mais ceci est le cadet des soucis des capitalistes du moment qu'il n'en résulte pas de troubles sociaux graves.

Il est clair qu'il y a là des questions importantes sur lesquelles il serait bon de revenir plus en détail, et nous aimerions le faire dans un autre numéro.

L'article de Paul M., la Bourse ou la vie, est un excellent point de départ pour une telle discussion. Il pose de nombreux problèmes, et un texte n'a d'intérêt que par les questions qu'il soulève CI par les réflexions auxquelles il conduit.

On pourrait aussi examiner sous cet angle de la restructuration capitaliste le livre que Lothar Baier a consacré à la France et dont Marco fait, ci-dessous, un compte rendu critique. Il est symptomatique que l'auteur ait intitulé son livre l'Entreprise France, montrant ainsi dès le début qu'il a bien chaussé les lunettes à la mode aujourd'hui, celles qui font de la productivité, de l'organisation "rationnelle" du travail et de la pub, l'alpha et l'oméga de la vie de l'homme..

"Pas de troubles sociaux graves", disions-nous plus haut, reconnaissant ainsi le caractère de rapports humains qui se cachent derrière les prétendues nécessités économiques. Toute l'histoire de l'humanité n'est qu'une histoire de ceux-ci. Tout changement social important n'a été, jusqu'ici, que le remplacement d'une classe dominante par une autre. En ira t-il de même pour le capitalisme ? Question ouverte, bien entendu, mais en tout cas, celui-ci ne connaît pas de crise mortelle tant que ses ennuis économiques ne débouchent pas sur une contestation fondamentale de son mode de production et de distribution. On peut même dire qu'en l'absence de celle-ci, il ne connaît que des ennuis dont il finit toujours par se sortir, certes dans le cadre des limites que nous signalions plus haut. Et qui peut contester, sinon justement ceux qui produisent la richesse sociale, c'est-à-dire les travailleurs dans leur ensemble?

Il est de bon ton un peu partout de considérer comme de vieilles lunes ce genre de remarques qui réintroduisent la lutte de classes comme ingrédient essentiel de la vie des sociétés modernes. L'argumentation consiste à affirmer la disparition du prolétariat dans la production même, sans parler de son rôle supposé dans les transformations sociales. Mais c'est oublier qu'en effet le prolétariat du XIXe siècle n'existe plus, mais que les travailleurs existent toujours et qu'ils continuent de s'opposer avec plus ou moins de vigueur à la classe exploiteuse, bref que le salariat est toujours là.

Les récents conflits sociaux en France entrent bien dans ce cadre, même si, comme toujours.ils présentent des ca-



## Analyse



ractères contradictoires. Des mouvements tendant à se gouverner et s'organiser eux-mêmes y ont fait leur apparition, créant des coordinations, analogues aux anciens comités de grève, mais d'une tout autre envergure. Une thèse simpliste serait de relier ce fait, à la faiblesse de syndicats devenus incapables, par nature ou par la carence de leur direction imbécile ou traîtresse. de remplir leur véritable rôle. Cette thèse "gauchiste" ne résiste guère à l'examen. La faiblesse des syndicats joue certainement un rôle, mais elle résulte de l'évolution du capitalisme français, tout comme la supposée bêtise de leurs dirigeants.

L'article de Ch. de Gouttière sur les mouvements en France essaye donc de dégager le caractère commun à toutes ces luttes en apparence disparates et purement catégorielles. Peut-on parler de « mouvement » avec des racines communes plongeant dans les contradictions de la société ? Les modes d'organisation de ces luttes sont-ils suffisants pour en caractériser le fond "subversif" ? Ici encore réapparaît cette contestation fondamentale du système dont il était question plus haut.

Mais il n'y a pas dans la société française que ces aspects encourageants. La poussée oscillante du Front national révèle-t-elle un tout autre type de contestation, cette fois beaucoup moins sympathique ? C'est la question qu'envisage Fehat Zaj dans l'article sur l'extrême droite française. Il montre un autre résultat de l'affaiblissement syndical d'une part et de la destruction d'une certaine culture prolétarienne du passé et des structures sociales qui allaient avec. Toutefois, Fehat Zaj remarque que, jusqu'ici, le Front national ne mord pas véritablement sur le monde du travail, et reste un mouvement qui recrute parmi les petits commerçants et aussi parmi les chômeurs. Notons que c'était une des caractéristiques des nazis à leur début

Or, ce qu'on constate aujourd'hui c'est une

certaine tendance à la disparition des dictatures. Grèce, Portugal, Espagne, Saint-Domingue, Haïti, Philippines, etc. Tout le monde n'a à la bouche que le mot de démocratie, entendez démocratie bourgeoise, celle qui va la main dans la main avec le capitalisme libéral, cette société qui sait rationnellement prendre en compte les réalités, et n'a que faire des états d'âme. Et cette tendance atteint aussi les pays capitalistes d'Etat, URSS, Pologne, Hongrie, Chine, etc.

Bien entendu, il s'agit là en général de la nécessité pour les classes dominantes de ces pays de passer à un type nettement plus moderne d'exploitation des classes dominées, c'est-à-dire d'y augmenter la productivité, voire la production. Cette tendance demanderait une analyse approfondie, et, en particulier une mise en évidence claire des classes et couches sociales antagoniques ou concurrentes ainsi que des intérêts et des buts visés. Nul doute que de cette manière on retomberait immédiatement sur le problème de la "crise" internationale évoquée ci-dessus.

Ce n'est pas à cet aspect que s'attache Sylvie en présentant un témoignage de victimes de la répression par les militaires en Argentine, mais plutôt à la manière dont les classes dominées font leurs certains présupposés de la classe dominante. Dans le monde moderne, et dans la mesure où cette dernière se sent sûre de son pouvoir, elle peut se permettre de laisser une certaine liberté, du moment que celle-ci se coule dans le moule d'institutions assurant la pérennité des rapports de domination, et en particulier des rapports de production. L'idéal est l'acceptation de ceux-ci en échange de celle-là.

Les classes dominées, et surtout les classes moyennes, désirent en général ce passage. à la "liberté", assortie d'une participation politique à la désignation des dirigeants (Il y a évidemment des exceptions comme l'Iran), et il serait

bien malvenu de leur reprocher au nom d'on ne sait quelle pureté révolutionnaire : après tout il faut avoir vécu sous la dictature avec son arbitraire et sa répression constante pour apprécier ne serait-ce qu'un minimum de liberté. Cela n'empêche évidemment pas, au contraire, de voir qu'il ne s'agit finalement que du passage d'un esclavage brutal à un esclavage plus subtil.

De même, les classes dominées et les classes moyennes espèrent du changement de régime une amélioration de leur situation matérielle, tant l'idée est répandue que les pays capitalistes classiques sont des pays où règne l'abondance pour tous. Là encore il faut avoir connu la misère, ou les queues perpétuelles pour se procurer le minimum nécessaire pour comprendre cette fascination. Ce1a n'empêche évidemment pas: de voir que cette relative prospérité matérielle n'est que le résultat de l'exploitation du travail, d'une exploitation très sophistiquée.

Faut-il alors s'étonner qu'après le renversement d'une dictature, la tendance générale soit celle de l'oubli ? On a pu le constater en Espagne après la mort de Franco (oublié avant même que son cadavre soit froid), comme en d'autres endroits. Cela sert évidemment les intérêts de la classe dominante qui n'est modifiée que superficiellement par ce passage. sa partie moderniste prenant le pas sur sa partie rétrograde. Elle aura intérêt elle-même à cet oubli chaque fois que la sanctification des martyrs ne sera pas nécessaire à la consolidation de sa nouvelle forme de pouvoir.

Pour ceux qui ont souffert dans leur chair de la dictature, cette volonté d'oubli chez les autres devient comme une négation de leur propre personne et de leur propre lutte. Ceci ressort clairement du texte que présente Sylvie.

[...]  
Daniel

